Samedi, 5 mai 1849. 1re année. — N° 51.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois
PARIS. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
SEINE. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
DÉPARTEMENTS .	32 »	16 »	8 »	3 »»
ÉTRANGER . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé au Rédacteur-Gérant. — Les manuscrits déposés ne seront pas rendus.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(*Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 25 mai 1848.*)

Avis important.

Par suite de nouvelles conventions postales conclues entre le gouvernement et diverses puissances, qui dispensent les journaux de surtaxes,

A partir du premier mai, le prix de l'abonnement à la *Tribune des Peuples* est ainsi réduit :

Départements et Étranger :

Un an.	32 fr.
Six mois.	16 fr.
Trois mois	8 fr.

Depuis le 1er mai, l'administration de la *Tribune des Peuples* reçoit des abonnements d'un mois au prix de 2 fr. pour Paris, — 2 fr. 50 c. pour le département de la Seine, — 3 fr. pour les départements.

Pour l'étranger, on ne reçoit pas d'abonnement de moins de trois mois.

Les personnes qui prendront un abonnement de TROIS MOIS à la *Tribune des Peuples* à partir du 1er mai recevront gratuitement la collection du journal et les deux cartes du théâtre de la guerre en Italie et en Hongrie.

Les abonnés des départements auront seulement à payer en sus du montant de leur abonnement *deux francs* pour frais de poste de la collection du journal.

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 4 MAI 1849.

L'ORLÉANISME.

(DEUXIÈME ARTICLE. — Voir le numéro d'hier.)

Après la révolution de février, l'Orléanisme fut comme frappé de stupeur. Il hésita un moment sans savoir s'il suivrait le mouvement révolutionnaire pour l'exploiter comme en 1792. Cette hésitation fut de courte durée. Bientôt l'on vit affluer à l'Hôtel-de-Ville les principaux banquiers de la secte qui vinrent dire au Gouvernement provisoire que la gravité de la situation gisait seulement dans la question financière.

Le commerçant ne vend pas, le fabricant ne fabrique pas, l'ouvrier ne travaille pas, dirent-ils au Gouvernement provisoire, faites vendre, fabriquer et travailler tout ce monde-là et vous échapperez au péril.

Au lieu de s'en rapporter à l'admirable patriotisme du peuple de Paris qui se privait du nécessaire en attendant les grandes choses que devait produire la Révolution, les hommes de l'Hôtel-de-Ville écoutèrent les conseils de l'Orléanisme.

Ils créèrent les 45 centimes et les ateliers nationaux, deux mesures qui semblaient indiquer que la Révolution n'avait eu d'autre but que d'imposer le paysan et d'asservir l'ouvrier à l'embrigadement.

Dès ce moment l'Orléanisme se vit sauvé; la Révolution n'avait plus l'intelligence de sa mission.

De toutes parts on fit entendre des plaintes : il n'y a plus d'argent ; voilà les paroles patriotiques que l'on entendait sortir de toutes les bouches.

Il semblait que, malgré la chute du chef de la secte, l'Orléanisme eût asservi la France entière à son idolâtrie.

Cependant le peuple se souvenait de 1815, il n'avait pas oublié la Pologne, l'Italie. Il s'inquiéta de voir la Révolution de février s'annuler comme celle de juillet.

Tout à coup, les échos retentissants de la frontière apportèrent à la France le signe de vie. La France retrouva enfin le sens de toutes ses révolutions : l'Italie, l'Allemagne, la Pologne; la Hongrie, frémissant sous le joug, se levant pour l'indépendance, vinrent lui rendre présent l'objet réel de sa mission.

Il s'agissait, pour en finir enfin avec la question européenne, d'assurer l'émancipation des Peuples.

Le Peuple français comprit ainsi le but de sa révolution.

Un jour, il cria : *Vive la Pologne !*

Ce cri fut étouffé.

L'Orléanisme avait dit que la guerre coûtait de l'argent. L'Assemblée le crut, elle sacrifia l'idée à l'argent, l'Assemblée était convertie à l'Orléanisme.

Le peuple, lui, n'était pas converti.

Il se replia sur lui-même. Il s'interrogea. Il se demanda si soixante années de révolution ne devaient aboutir qu'à arrêter le mouvement franco-européen devant une question de budget.

La réponse que le peuple français trouva à cette question fut digne de la grande nation.

Le peuple français voulut sacrifier son dernier enfant comme son dernier écu pour le salut des nations.

Il renia une seconde fois l'Orléanisme. Il renia aussi les nouveaux auxiliaires de l'Orléanisme, les faux révolutionnaires de février et du 4 mai.

Au fond de l'urne électorale il jeta un nom.

Pour le vrai peuple, pour le peuple qui laboure la terre, qui forge le fer, qui tisse la toile et la soie, ce nom voulait dire EUROPE LIBRE!

Louis-Napoléon Bonaparte fut acclamé président de la République française.

Il fut élu malgré les partis officiels. Son élection passa sur la France comme un souffle régénérateur. Puis la France attendit.

Mais l'Orléanisme veillait toujours. Il vint réitérer au président ce qu'il avait déjà dit au Gouvernement provisoire, à l'Assemblée, à Cavaignac : le marchand ne vend pas, le fabricant ne fabrique pas, l'ouvrier ne travaille pas.

Et l'Orléanisme persuada qu'il fallait, pour sauver les suites de l'élection, faire seulement vendre, fabriquer et travailler.

Or, depuis le 10 décembre 1848, l'Orléanisme a vaincu, car depuis lors l'Italie a été égorgée, la Pologne vivante est toujours dans le sépulcre, et la Hongrie lutte seule au bout de l'Europe, pour l'idée européenne.

Dans quelques jours, le Peuple français va s'assembler de nouveau, de nouveau il va jeter des noms au fond de l'urne électorale.

Que sortira-t-il de ce vaste scrutin? La victoire de l'esprit français sur l'Orléanisme ou sa défaite.

La victoire! elle serait définitive.

La défaite! elle ne serait pas sans lendemain.

La France a failli faire une perte bien douloureuse. DUPONT (de l'Eure) a été très malade, on nous avait même annoncé sa mort.

Nous apprenons, ce soir, avec bonheur que M. Dupont est hors de danger.

Il est âgé de 82 ans. Il est né à Neubourg (Eure), le 27 février 1767. C'est de lui que Laffitte disait : « *Sa vie est monotone de vertu.* » Cette phrase en dit plus que tous les éloges que nous pourrions faire.

Reçu avocat au parlement en 1789, depuis lors, Dupont (de l'Eure) n'a cessé de figurer dans le grand drame politique de la France. Il est officier de la Légion d'honneur.

Ce n'eût pas seulement été la France qui eût regretté cet honnête citoyen, mais encore tous les peuples opprimés avides de liberté et dont il s'est toujours montré le plus zélé défenseur.

Jamais Dupont ne sut composer avec sa conscience; sa vie, d'une simplicité et d'une loyauté toute antique, rappelle les hommes des beaux jours d'Athènes et de Rome. Sa nomination à la présidence du gouvernement provisoire fut un juste hommage rendu à sa vertu et à sa loyauté politique ; en un mot, Dupont (de l'Eure) est un des hommes dont la France a le droit de s'honorer.

Des voyageurs arrivés des frontières de la Pologne confirment l'entrée des Russes à Cracovie. Ils y seraient arrivés le 27 avril au nombre de 25,000 avec 30 canons. Ils se dirigeaient immédiatement par la Silésie autrichienne vers la Hongrie. On faisait dans le Marchfeld, près de Vienne, des préparatifs pour les recevoir.

L'expédition de Civita-Vecchia pourrait bien aller contre son but. Aussitôt que la nouvelle en a été connue à Rome, aussitôt qu'on a su dans quel sens elle était dirigée, toutes les classes de la population ont éprouvé une indignation profonde. Le peuple, comme dans les temps antiques à l'approche des grands dangers, est descendu dans le Forum et s'est présenté au sénat pour protester de son dévouement à la République et de sa volonté de la défendre.

Que feront maintenant nos généraux? ordonneneront-ils aux soldats de la République française de combattre les défenseurs de la République romaine? Notre drapeau se mêlera-t-il aux drapeaux du roi de Naples ou de l'empereur d'Autriche pour accomplir le renversement de cette République?

Que le gouvernement français y songe; notre drapeau ne peut flotter à côté du drapeau des oppresseurs de l'Italie; notre drapeau doit être un drapeau d'ordre, mais un drapeau libérateur; que le gouvernement entende les cris qui s'élèvent de toutes les contrées de l'Italie.

Ce sont des cris de malédiction contre la politique de la France, contre cette politique qui a abandonné les Italiens, qui les a trahis, et qui les livre au joug autrichien.

Les manifestations qui ont eu lieu dans les Etats romains annoncent assez que les populations veulent le maintien de la République.

Si, à force ouverte ou par des influences secrètes, le gouvernement français tentait de la renverser, nous ne craignons pas de le déclarer, dans un temps plus ou moins prochain, plus ou moins éloigné, les hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir encourraient la plus grave de toutes les responsabilités, celle de la trahison.

Du reste, l'assemblée romaine s'offre de nouveau à donner, suivant le décret qui institue la République, toute garantie pour l'indépendance du chef de la catholicité. Après une telle déclaration, le gouvernement de la République française ne peut plus, ne doit plus, agir hostilement contre la République romaine.

Les Hongrois et les Polonais leurs auxiliaires.

La malheureuse tournure qu'ont prise les affaires en Italie a fixé presque exclusivement l'attention de la France et de toute l'Europe sur la Hongrie. La lutte héroïque soutenue par la nation hongroise aura une influence décisive sur le sort des Peuples de l'Europe centrale; et en même temps les résultats de cette guerre acharnée réagi ont infailliblement sur la politique de la République française. Or, tout ce qui a rapport à cette lutte, tout ce qui peut jeter quelques lumières sur les phases de la guerre, ne peut qu'intéresser les lecteurs de la *Tribune des Peuples*. Guidés par ces motifs, nous publions l'article suivant :

Après l'échec de la mémorable révolution de Vienne, au mois d'octobre de l'année dernière, la cause hongroise paraissait être gravement compromise. Les chefs de l'armée impériale, fiers d'une victoire remportée sur le peuple des étudiants et des prolétaires viennois, (peuple héroïque mais peu expérimenté dans le métier de la guerre), franchirent hardiment les frontières de la Hongrie. N'ayant rencontré nulle part une résistance sérieuse de la part de l'armée madgyare, ils s'avancèrent au cœur du pays, s'emparant de la capitale et des autres villes principales de ce royaume. L'armée hongroise, composée en grande partie de conscrits et de la levée en masse, évita soigneusement de se mesurer dans une bataille rangée avec des soldats disciplinés et aguerris par un long service, chez lesquels l'obéissance servile, comme chez les Russes, remplace souvent avec succès le manque des sentiments élevés de l'amour de la patrie et de la liberté, deux ressorts sublimes qui stimulent ordinairement les soldats français et polonais, et qui les a tant de fois menés à des victoire s

---

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 4 MAI 1849.

LE THÉATRE DEPUIS FÉVRIER.

La République a donné au paysan qui ne s'en souciait guère, dit-on, le suffrage universel : en revanche elle lui a pris, sous la forme des trop fameux quarante-cinq centimes, le fond de sa vieille bourse rapiécée, le dernier écu qui reluisait encore dans un coin du bahut paternel; le paysan a maudit la République. Elle n'a pas eu plus de chance avec le Théâtre : en le débarrassant des censeurs, elle croyait se créer des droits à sa reconnaissance, mais, hélas! les clubs (ces malheureux clubs!), ont tout gâté. Leur nouveauté a pour un moment accaparé la foule, et le Théâtre, frappé au cœur, c'est-à-dire dans sa recette, a sinon maudit, au moins boudé la République. Tristement accroupi derrière la grille de ses bureaux, il jetait un regard d'envie sur la foule qui se pressait à la porte du club; il maugréait contre ce rival imprévu, comme autrefois le poète représenté par Daumier en contemplation devant la comète :

. . . .

Victor Hugo, lorgnant les voûtes bleues,
Se demande pourquoi les astres ont des queues,
Quand les *Burgraves* n'en ont pas!

Le Théâtre s'est donc fait réactionnaire. Et cela se conçoit : la liberté de la scène, ce magnifique cadeau de la République, n'a pas plus servi au théâtre que le suffrage universel au paysan. La liberté, cette panacée si fièrement invoquée par nos penseurs dramatiques, a eu le succès d'un emplâtre sur une jambe de bois. Nos faiseurs de préfaces n'ont pas plus tôt tenu cette arme irrésistible, qu'elle a piteusement raté entre leurs mains. A les en croire, pourtant, que fallait-il pour régénérer la scène française? un coup de balai à la censure. Ce fut longtemps leur *delenda Carthago*! Pauvres censeurs, gendarmes honteux de la morale publique, boucs émissaires du drame moderne, vous a-t-on assez bernés! Quel dos! et quelles bourrades! Vous en souvient il? « Vils eunuques, disait-on, ennemis jaloux des » mâles pensées, Fulbertz sournois, *mutilateurs* du Théâtre! On forgeait des mots en ce temps-là. Eh bien! mes maîtres! les voilà partis, ces suppôts de l'inquisition dramatique : ils sont allés rejoindre le jury de peinture et la poétique d'Aristote. Leurs ciseaux impitoyables ne rogneront plus, ô romantiques! les plumes de vos ailes — à vous le ciel de l'art tout entier! — Hélas!.....

Le jury de peinture, autre bouc émissaire, autre pierre d'achoppement, parallèle à la censure, jetée comme elle, par la République, hors du grand chemin. Encore une vessie gonflée à plaisir « sous le tyran » et tristement crevée par une récente expérience. Encore un avortement! Combien en avons-nous vu depuis quinze mois!

Qu'on nous pardonne ces boutades de critique désappointé. Amant passionné de la République, nous souhaitons pour elle, en toutes choses, de grandes destinées. Faut-il l'avouer, nous comptions voir surgir des profondeurs de l'art, ce ciel moderne, des astres nouveaux, plus brillants et plus purs, aussi différents des vieilles planètes monarchiques que la lumière électrique des fumeuses clartés du gaz. Emporté par nos espérances sur de fantastiques sommets, la chute a été rude, et, retombé seulement dans la vallée, nous nous sommes cru au fond d'un trou sans soleil. Affamé de chefs-d'œuvre, ce qui n'était qu'estimable nous a trouvé indifférent; souvent aussi les bravos donnés à des platitudes ont retenu nos mains qui se rapprochaient pour applaudir. *Tragaldabas* nous gâtait *Hernani*.

Et, puisque nous voici revenus au poète dont nous médisions tout à l'heure, pourquoi ne pas convenir qu'en réchauffant contre son école, d'assez vieilles plaisanteries, nous cédions à quelque rancune extra-littéraire? Par la littérature qui court, il est bien difficile, même à la plume la plus impartiale, de ne pas rencontrer, au fond de l'écritoire, au moins une goutte de fiel politique. C'est ainsi que, préoccupé outre mesure de quelques parades misérables, et les nerfs agacés par ces tristes échos de la rue de Poitiers, nous avons accolé au théâtre tout entier l'injurieuse épithète de « réactionnaire. »

Nous exagérions un peu, Dieu merci! De lourdes épigrammes, des plaisanteries énormes, de grossières personnalités, des allusions en toutes lettres et jusqu'à des masques renouvelés des Grecs, tout cela ne mérite guère qu'on s'en inquiète. Le Théâtre n'est pas responsable de ces gentillesses de nos Aristophanes d'occasion; la République ne mourra pas de leurs turlupinades ni de leurs lazzis, elle les voudrait même mieux aiguisés afin d'en pouvoir rire.

Car le Peuple est bon diable, au fond, mais il a du goût, et, comme les poissardes d'Athènes, il devient difficile. Moquez-vous du bonhomme Pnyx et de ses amis, à la bonne heure! mais donnez-lui du sel attique! mais peut-être flattons-nous le Peuple?

A en juger par ce qui le fait pleurer ou rire, nous dira-t-on, ne lui supposez-vous pas plus de sens qu'il n'en a. Soit! mais alors instruisez-le! A ce Peuple, c'est-à-dire à tous ceux qui trouvent ou plutôt qui cherchent au bout de leurs bras la vie de chaque jour, osez ouvrir à deux battants l'entrée de nos grandes scènes, ou du moins ne changez pas en tréteaux celles dont il connaît le chemin. Ne lui donnez pas, au lieu des drames fameux qui le passionnaient autrefois, d'insipides féeries et des contes de Peau-d'Ane; au lieu des Bocage et des Frédérick, des pantins muets et des clowns désossés! Et vous, qui prétendez lui enseigner l'histoire, de grâce, dites-lui la vérité. Ne lui volez ni son argent, ni les grands sentiments que son cœur recèle : ne l'apitoyez pas sur des malheurs mérités ou imaginaires de ses ennemis et de ses tyrans; ici sur une reine condamnée par l'histoire, là sur son fidèle chevalier; ne travestissez pas au profit de je ne sais quels pygmées l'œuvre immortelle des géants!

Mais, nous voici remonté sur nos grands chevaux! Arrêtons-nous ici : aussi bien pour un conscrit sommes-nous allé déjà trop loin. La faute en est à nos Aristarques du lundi; parmi ces illustres, plusieurs, on en conviendra, sont devenus si débonnaires; ils enfoncent si avant sur leurs yeux, jadis perçants, le bonnet de coton de l'indulgence hebdomadaire, qu'en vérité la critique va mourir d'optimisme et de gras fondu : il lui faut quelques infusions de bile fraîche et de juvénile outrecuidance. Sachons toutefois en ménager la dose.

Nous dirons un jour comment nous voudrions, en démocratisant, pour ainsi dire, nos grandes scènes littéraires et lyriques, élever le Peuple et l'art à la fois l'un par l'autre, naturellement et sans efforts, sans systèmes ni violences. Comme le vieux monde païen que sauva la venue des barbares, le Théâtre appelle aujourd'hui l'invasion de l'élément populaire.

C'est du Peuple qu'il doit attendre sa reforme et sa prospérité. Le Peuple est déjà roi de nom : quand il le sera de fait, ses artistes, ses poètes, ses musiciens, ses comédiens préférés seront plus grands, plus honorés, plus riches vingt fois que les favoris de Louis XIV! Respecte donc dès à présent, ô Théâtre! ton futur souverain; chers Aristophanes ménagez-le : n'imitez pas ce boutiquier maladroit dont un journal rouge a raconté l'histoire.

La voici, pour terminer : elle pourrait être plus gaie, mais non pas plus instructive.

Quelques jours après la bataille de juin, dans l'une de ces rues dont une lutte acharnée a soulevé chaque pavé et décimé chaque maison, un épicier, les bras croisés, sur le seuil de sa boutique déserte, maudissait intérieurement la République et les républicains. « Ce qui me console, pen» sait-il, c'est qu'on en a tué bon nombre. Voici Paris tran» quille pour longtemps : nous allons voir revenir les ri» ches qui font aller le commerce. »

A dix pas de là, dans un angle de la rue, au pied d'un mur criblé par les balles, quelque chose comme une large tache de rouille s'étendait sur les dalles du trottoir. L'œil du boutiquier s'arrêta sur ces vestiges sinistres. Ce qui s'était fait là lui revint à l'esprit; il vit, comme en rêve, défiler devant lui la troupe nombreuse des insurgés morts dans ce coin, gens du quartier à lui connus, ses voisins pour la plupart, pauvres hères en blouse dont naguère il empilait joyeusement les gros sous sur son comptoir, et, alors, additionnant les cadavres, supputant ses pertes, et comme frappé d'une subite révélation : « Malheureux, s'écria-t-il, j'ai assassiné mes pratiques! »

CH. C.

immortelles. Les chefs du gouvernement et des armées hongroises, ne voulant pas risquer d'un seul coup l'avenir de leur patrie et de la liberté, préférèrent gagner du temps, et se retirer dans des positions avantageuses et presque inabordables dans la mauvaise saison; inquiéter, harrasser et affaiblir par tous les moyens possibles de la petite guerre, de la guerre d'escarmouche.

En même temps, ils firent tous leurs efforts pour réorganiser leur jeune armée pleine d'enthousiasme et de bonne volonté. La Hongrie insurrectionnelle n'était pas trop riche en officiers capables et surtout en bons instructeurs. Une partie de leurs braves régiments aguerris étaient retenus en Italie et forcés de combattre dans une lutte fratricide contre les défenseurs de la liberté italienne : d'autres détachements, disséminés dans les contrées éloignées du vaste empire, ne pouvaient facilement arriver au secours de leurs frères menacés, et fournir un nombre suffisant de bons officiers à une armée toujours grossissante, et qui, pour sauver le pays, devait subitement devenir formidable et fortement organisée.

La Providence, qui depuis le 24 février avait fait tant de miracles, et malgré tant d fautes énormes commises par les défenseurs de la liberté en France, en Italie et partout, ne délaissa pas encore tout à fait la sainte cause des Peuples opprimés; elle s'émut du sort de la Hongrie en tendant à ce pays, dans un moment critique, une planche de salut, en envoyant un homme supérieur, énergique, Kossuth. Cet homme prit hardiment les rênes du gouvernement presque en dictateur.

Persévérant et indomptable, Kossuth a posé les premières bases de ce colosse d'airain de la liberté qui s'élève aujourd'hui sur les bords du Danube, et qui, presque seul, refoule les vagues mugissantes du despotisme.

Mais Kossuth et les autres patriotes hongrois ses collaborateurs dans le grand œuvre ne pouvaient suffir à toutes les exigences d'une crise extraordinaire sans un autre appui providentielle. Un Peuple connu par son courage et ses longs malheurs, martyr par excellence de la liberté, apôtre constant de la solidarité des Peuples, apôtre en action et non en vaines paroles; le Peuple polonais, en un mot, voyant en danger un autre Peuple ami et voisin, mettant de côté la diplomatie et essuyant une larme fraternelle, a donné l'ordre à une partie de ses meilleurs enfants dispersés dans le monde, ou souffrant sur le sol natal, de voler aux secours de la généreuse nation hongroise. Le peuple polonais a la mémoire du cœur : il s'est souvenu d'une amitié séculaire entre les deux pays, de la conformité de leurs institutions, de leurs qualités, de leurs vertus et même de leurs défauts communs; il s'est rappelé que ce sont les Hongrois qui, dans la dernière lutte polonaise, voulaient voler au secours de la Pologne, qu'ils invitèrent vainement leur monarque ingrat à se décider pour une intervention décisive.

Le peuple polonais, pauvre, opprimé, enchaîné lui-même, s'est cru obligé d'apporter sans délai son *obole de la veuve* pour le déposer sur l'autel ensanglanté de la sainte cause des opprimés; tandis qu'un autre Peuple, grand, riche, initiateur, puissant et libre, n'a pu jusqu'à présent remplir ce devoir sacré envers ses *amis* et *voisins*, les Peuples opprimés d'Italie!!!

Plusieurs milliers de Polonais sont accourus au milieu des dangers qui menaçaient la cause hongroise; ils ont bravé la mort à côté de leurs frères dans les rochers de la Transylvanie, sur les bords du Theiss, du Danube et partout. Plusieurs d'entre eux, habiles instructeurs, ont rendu d'éminents services aux Hongrois, en contribuant beaucoup à la réorganisation rapide de cette armée qui, après plusieurs victoires, menace à cette heure les armées impériales et même leur capitale.

Mais c'est surtout, et avant tout, la cause de la Hongrie qui a pris un nouvel aspect, et la fortune a commencé à sourire aux armes madgyares, depuis ce moment où deux hommes supérieurs dans l'art militaire, deux guerriers polonais, Bem et Dembinski, ont mis le poids de leurs épées expérimentées dans la balance des destinées de la Hongrie.

Depuis leur arrivée tout est changé : une nouvelle vie, un nouvel élan, une confiance virile a retrempé l'esprit de l'armée et de la nation hongroise.

Bem, précédé par la renommée militaire qu'il avait acquise dans la guerre de Pologne en 1831, et par de récents et glorieux efforts dans la défense de Vienne, est venu le premier en Hongrie. Tout porte à croire que c'est lui le premier qui a donné l'impulsion à la nouvelle phase de cette guerre; c'est lui qui, par son génie entreprenant, a ajouté une nouvelle force aux conceptions, aux mesures énergiques d'un autre homme non moins entreprenant, le dictateur Kossuth.

Le plus grand mérite de Bem consiste surtout en ce qu'il a exécuté de grandes choses avec de petites ressources; en ce qu'il a créé rapidement dans le pays confié à sa vigilance des forces considérables qui lui ont permis bientôt de reprendre l'offensive. Son courage, son activité et son intrépide persévérance, ses victoires remportées sur les généraux autrichiens et russes, lui ont non-seulement valu la reconnaissance de la nation hongroise, exprimée par son chef et par la diète, mais par ses exploits rapides et heureux il a acquis un nom retentissant dans toute l'Europe, celui d'un homme chéri par les Peuples opprimés.

Si Kossuth, d'accord avec la nation, a solennellement incrusté un diamant de la couronne vénérée de Saint-Etienne dans les insignes d'honneur qui décorent la poitrine du guerrier polonais, l'histoire impartiale est déjà prête à buriner son nom d'une manière plus durable dans les fastes des guerres insurrectionnelles.

Les services rendus à la Hongrie par le brave général Dembinski ne sont pas moins grands et décisifs. Connu comme Bem par une renommée militaire acquise dans la guerre polonaise, il a été invité avec insistance par l'envoyé du gouvernement hongrois, à Paris, à prendre une part active dans la guerre d'indépendance de ce pays. Après une mûre réflexion, il a offert son courage et ses talents militaires à la nation hongroise avec une franchise et un désintéressement qui répondaient à la loyauté de son caractère.

Au commencement il ne voulut pas accepter le commandement en chef de l'armée hongroise, alléguant modestement comme excuse : *que là où une nation se réveille pour défendre sa nationalité, l'amour propre du pays pourrait souffrir de voir le sort de la Patrie confié à un étranger.* *

Toutefois, en arrivant sur le théâtre de la guerre, sa modestie céda probablement devant la gravité des circonstances, et surtout devant la confiance fraternelle en ses talents, puisque nous savons que c'est lui qui dirige effectivement, comme chef supérieur, l'ensemble des opérations militaires, aidé dans cette tâche difficile par un homme d'un grand mérite militaire, le général Gœrgey, et par d'autres habiles généraux hongrois, tels que Perczel, Vater, Klapka, etc.

Bem, commandant à une province éloignée comme chef presque indépendant et dictatorial, a attiré et fixé plutôt que les autres l'attention générale; sa gloire militaire est éclatante sans doute; mais les services de Dembinski ne sont pas moins réels et sont peut-être plus décisifs encore, puisque Dembinski, par son grade dans la hiérarchie militaire de l'armée hongroise, agit sur une échelle plus large.

Surveillant ou dirigeant les opérations de l'armée principale, forte au moins de 100,000 hommes, c'est lui qui, dans les moments suprêmes, doit imprimer tout le mouvement à cette guerre.

Responsable des fautes et des malheurs, il a le droit incontestable d'avoir une grande part dans la gloire qui couronne les succès de l'armée hongroise. Enfin c'est ordinairement l'armée principale qui décide du sort d'un pays. Mais c'est un peu plus tard que nous serons mieux éclairés sur le mérite de toutes les combinaisons stratégiques du général Dembinski, quand nous aurons sous les yeux toutes les pièces justificatives indispensables pour former un jugement consciencieux à cet égard.

Toutefois, connaissant bien le passé militaire du général Dembinski, nous sommes dès à présent assurés que son énergie, sa persévérance, son esprit inventif, et surtout son gros bon sens, ont beaucoup contribué d'abord à une prompte et radicale réorganisation de l'armée, et ensuite à tous ces succès obtenus depuis deux mois, qui ont produit des résultats si importants.

Nous ajoutons à cet aperçu les réflexions suivantes. Les généraux Dembinski, Bem, Gœrgey, Pezcrel, Klapka, ainsi que tous les autres chefs et l'armée hongroise entière, ont jusqu'à présent bien mérité de la patrie et de la cause sacrée de la liberté sur les champs de bataille. Kossuth s'immortalise par un courage politique si rare dans cette époque, grande par elle-même, mais pauvre en hommes supérieurs.

Kossuth a rendu des services éminents à son pays par ses talents administratifs, et surtout par son esprit révolutionnaire. La cause hongroise est en ce moment dans une phase favorable, malgré *le danger qui la menace du côté de la Russie!*

Mais toutes ces victoires, toutes ces chances de la fortune souriante ne produiront pas un résultat décisif pour la cause de la Hongrie, et surtout pour la cause des peuples opprimés, si le dictateur, si la diète hongroise et tous ceux entre les mains desquels reposent les destinées du pays, fléchissent dans cette crise, dans ce moment suprême s'ils accèdent aux arrangements proposés, dit-on, par l'Autriche ébranlée et humiliée.

La maladie des arrangements diplomatiques, des opprimés avec les oppresseurs, a perdu la Pologne dans sa dernière lutte de 1831. Cette même faiblesse menace aujourd'hui la Hongrie. C'est à bon droit que la *Tribune des Peuples* d'hier s'est crue obligée d'adresser à cet égard des remontrances fraternelles aux Hongrois, en adjurant ce Peuple de ne point s'arrêter à mi-chemin, et de pousser la guerre à outrance.

Oui, des remontrances semblables doivent être adressées chaque jour, chaque heure par tous les organes de la presse patriote-républicaine, par tous les hommes de bien et surtout par ceux qui entourent le dictateur, qui ont des relations avec la diète hongroise : et lui, le dictateur, Kossuth, doit inscrire sur les portes de l'entrée de sa maison, sur tous les édifices publics, sur les drapeaux victorieux de l'armée ces mots mémorables prononcés dans une grande circonstance par les Romains : *Delenda est Carthago*, dans le but de les appliquer en ce moment à l'Autriche.

Oui, il faut enfin commencer par quelque chose dans cette lutte sanglante des peuples avec les rois, avec tous les oppresseurs francs ou déguisés, par la dissolution, par l'écrasement de cet Empire, qui depuis des siècles est le plus puissant et le plus dangereux appui du despotisme; qui, par sa position géographique, par ses ressources et la persévérance infatigable de sa politique astucieuse, arrête constamment tout progrès, met habilement de graves obstacles à l'émancipation de l'Europe. Oui, c'est à la Hongrie de se placer à la tête du grand mouvement des peuples opprimés.

C'est le devoir de la nation hongroise de ne pas séparer sa cause de celle de la Pologne, ni même de l'Allemagne démocratique; de remplacer momentanément cette Pologne enchaînée dans le grand œuvre de l'émancipation des Slaves; enfin c'est le devoir de la Hongrie de sonner le tocsin émancipateur pour grouper autour du drapeau *hongrois-polonais* toutes les populations de la race slave, pour fonder une grande fédération républicaine des Slaves, unie fraternellement avec l'Allemagne régénérée sur les mêmes bases, et donnant une nouvelle impulsion à la France républicaine, dont elle a grand besoin à l'heure qu'il est!

Si, dans ce moment critique, une grande responsabilité pèse sur le chef du gouvernement hongrois et sur la diète, les deux généraux polonais qui commandent les armées ont aussi de grands devoirs à remplir comme Polonais. C'est surtout Dembinski, comme *généralissime*, qui se trouve dans une position exceptionnelle, puisqu'il a en quelque sorte le droit et surtout l'occasion d'influer sur le dénouement définitif des affaires hongroises. Dans un deuxième article, nous trouverons l'occasion de jeter un coup-d'œil sur cette question intéressante en donnant quelques extraits de l'important *document politique* que le général Dembinski a adressé à ses compatriotes au moment de son départ, et dont nous avons cité quelques mots plus haut.

FRANÇOIS GRZYMALA.

* Extrait d'une adresse du général *Dembinski* laissée au moment de son départ de Paris à ses compatriotes.

Les partis en Espagne.

(Septième et dernier article.)

LES SOCIALISTES. (Suite).

La *Fraternité* parut à Barcelonne au commencement de novembre 1847, et continua tous les dimanches jusqu'au mois de février suivant, où elle fut supprimée. Ce journal s'était déclare communiste, et suivait les principes de *Cabet*. Il proclamait le *droit* à l'existence et *le devoir* du travail. Il se fit l'apôtre de l'expédition icarienne, dans laquelle il parvint à faire enrôler quelques Espagnols, dont le plus enthousiaste, M. Rovira, vient de se suicider à la Nouvelle-Orléans, désavouant ses illusions et condamnant son maître.

L'*Organisation du travail* commença à paraître à Madrid le 1er mars 1848, et fut publiée pendant deux mois, tous les dimanches. Ses doctrines appartenaient à l'école de Fourier, dont il avait adopté la formule sacramentelle : *Association du capital, du travail et du talent.* Elle prêchait l'ordre et la paix; elle déclarait que la science sociale n'était pas révolutionnaire, tout en démontrant l'état maladif de la société actuelle et la nécessité d'une réforme radicale. Un des traits les plus caractéristiques de ce journal ressortait de son mépris des questions politiques et de la suprématie qu'il reconnaissait à celles du travail.

Nous n'avons maintenant aucun moyen certain de connaître l'état des idées socialistes dans la jeunesse espagnole, qui s'est vouée à leur étude. Aucune publication ne paraît à cet égard. Nous avons cru au contraire que, parmi les hommes les plus remarquables du parti libéral progressiste, règnent les mêmes préventions anciennes contre le socialisme, ou au moins, contre ses principes à son point de départ. Cependant il nous semble impossible que le grand nombre de publications faites par chaque école, et plus encore la tendance toute socialiste imprimée à la Révolution française, n'ait produit aucun effet sur les intelligences de nos compatriotes.

Nous devons croire plutôt qu'il se fait dans ce moment, au-delà des Pyrénées, un travail sourd et consciencieux qui aura plus tard pour résultat de poser les problèmes sociaux en rapport avec les besoins réels des Peuples.

Ces réflexions nous conduisent à porter notre intelligence vers l'avenir, dans le but de découvrir le développement de la loi historique et inévitable qui suit les idées et les faits, et qui les traduit. Notre position indépendante des opinions des partis nous imposant le devoir de n'admettre que ce qui est vrai, donnera à nos prédictions le caractère sérieux de la raison.

Les grands phénomènes révolutionnaires dont nous sommes témoins, compromettant tous les intérêts créés, et annonçant un cataclysme épouvantable dans l'ordre des états anciens, ont ébranlé tous les esprits, soulevé tous les sentiments, enhardi toutes les ambitions. Ces conséquences ont découlé en Espagne, comme partout ailleurs. Les efforts du pouvoir ne sont peut-être efficaces que pour en comprimer la manifestation; mais lui-même, en redoublant d'activité et d'énergie pour arrêter le débordement des idées, a constaté aussi les symptômes d'agitation qui menacent l'ancien ordre de choses.

Pour mieux caractériser ce phénomènes, nous les apprécierons dans les différents groupes politiques qui constituent les partis, en faisant appel non pas aux faits qui nous sont inconnus, mais au raisonnement qui ne pourra pas nous tromper.

Le parti progressiste doit se diviser bientôt en deux fractions principales. Dans l'une se classeront naturellement les hommes les plus remarquables, qui ont donné le plus de gages au maintien des bases de la société espagnole. La crainte de les voir chanceler sous les coups redoublés de la démocratie socialiste, les forcera de fléchir dans leurs tendances progressives, et de se rallier à un principe de conservation de l'ordre monarchique et de résistance aux innovations qui pourraient le compromettre.

Pendant que les hommes distingués que nous venons de signaler s'éloigneront, dans la pratique, de l'application dangereuse des doctrines libérales, le parti modéré ou conservateur verra avec plaisir cette modification favorable pour eux chez les anciens démocrates, dans l'espoir de renforcer avec eux le corps résistant aux réformes radicales et révolutionnaires proclamées chez la nation voisine. Il est probable que l'entente cordiale des futurs alliés sera signalée par la participation au pouvoir de quelques anciens progressistes, décidés à s'opposer de toutes leurs forces à l'invasion démocratique.

Pendant que ce mouvement de fusion s'opérera au sein des fractions de ces deux partis en Espagne, celle du progrès, restée fidèle à la tradition démocratique, sera forcée de développer son programme, en se rapprochant de plus en plus du parti républicain; cela lui sera d'autant plus facile, que les doctrines nettes et bien tranchées de ce dernier offrent l'avantage de pouvoir être soutenues comme conséquences logiques du système représentatif qui reconnaît l'égalité des droits et l'unité dans la loi. C'est par cette voie que la démocratie verra augmenter le nombre de ses enrôlements volontaires, dans le but d'agir d'après ses convictions, et croyant mieux servir la cause du Peuple.

Ce mouvement ascensionnel s'opérera naturellement, et en dehors du progrès de la révolution en Europe; mais il se propagera avec plus de rapidité et de succès que les doctrines du mouvement dans le voisinage de l'Espagne.

Ce sera alors qu'un parti socialiste s'organisera au-delà des Pyrénées, résultant à la fois de l'invasion des maximes séduisantes des écoles étrangères et de l'impossibilité de rendre pratiques les droits conquis par la démocratie au milieu des institutions anciennes sur lesquelles s'appuyait l'ordre monarchique.

Cette incompatibilité ressortira des faits et des théories : le parti conservateur devra reconnaître son impuissance à comprimer l'élan révolutionnaire produit par la protestation politique dont il a été un apôtre, et le parti démocratique tombera dans des contradictions sans fin, en voulant à son tour s'éloigner aussi des réformes radicales qui épouvantent la majorité des Espagnols.

Les conditions sociales où se trouve l'Espagne sont cependant bien propices pour rendre régulier le développement de la loi historique qui constitue la marche inévitable de la civilisation.

Ce n'est pas en repoussant le principe du progrès par l'élimination des principes fondamentaux et philosophiques sur lesquels le progrès doit être basé; ce n'est pas en s'effrayant du bruit révolutionnaire et en fermant les yeux pour ne pas voir l'étincelle électrique qui précède la foudre; ce n'est pas en se jetant en travers sur la route tracée par les générations passées, et que doit suivre la génération actuelle, qu'on parviendra à étouffer chez le peuple espagnol la coopération qu'il doit prêter plus ou moins tardivement à l'œuvre de la transformation sociale prédite dans l'évangile.

Par la raison même qu'il s'est maintenu plus isole que les autres peuples du contact dangereux d'une civilisation corruptrice, il a moins à en subir les conséquences et il aura moins d'obstacles à vaincre pour parvenir à la conquête d'un ordre fondé sur la justice.

Mais malheureusement nous voyons toujours notre pays suivre la marche imitatrice des erreurs de ses voisins : nous l'observons depuis long temps, dans cette voie forcée et étrangère à ses sentiments.

Quoiqu'il forme une exception en dehors des Peuples qui ont franchi les digues de l'ancienne autorité, et qui s'arrêtent dans le bourbier de l'anarchie, faute de connaître la base nouvelle qui doit remplacer le vieux système anéanti; quoi qu'il se soit sauvé, comme par miracle, de la période matérialiste, qui suit inévitablement la protestation religieuse; nos hommes d'état de tous les partis n'ont pas su tenir compte de cette remarquable différence, pour diriger la nation espagnole vers le terme du progrès réel, en franchissant d'un bond les abîmes de l'anarchie.

Toutes les fois que nous avons essayé d'établir ces différences caractéristiques et favorables à la marche du peuple ibérique vers l'avenir providentiel destiné à l'humanité, nous avons été ou rejetés avec dedain, ou repoussés avec haine. L'indépendance de nos doctrines nous a complètement isolé de tous les partis; et dans cet isolement, nous ne jouissons même pas de la paix que procure l'oubli, car nous sommes devenu victime de craintes injustes et de préventions funestes.

RAMON DE LA SAGRA.

Correspondance particulière de la TRIBUNE DES PEUPLES.

Vienne, 28 avril.

La grande majorité des habitants de notre capitale comprime la joie que lui font éprouver les derniers événements. De temps à autre, ces sentiments éclatent pourtant malgré les manteaux rouges des Croates. Les cris de : *Vive Kossuth!* auxquels on aurait répondu, il y a quelques jours encore, par le plomb et la poudre, se font de plus en plus entendre. Les héros de l'état de siége et leurs serviteurs s'aperçoivent qu'il n'y a que les Russes qui puissent encore soutenir leurs espérances. Ils courent déjà aux barrières pour voir s'ils arrivent, car on avait répandu aujourd'hui la nouvelle que 5,000 de nos nouveaux auxiliaires étaient arrivés de Cracovie à Gansendorf. Les bien intentionnés se sont, pour le moment, trompés, et nous nous attendons à voir ici plutôt les hussards de Kossuth que les cosaques de Nicolas. Nos dames et même nos politiques pensent aussi que les hussards hongrois conviendraient mieux pour Vienne que les guerriers du Don et du Volga.

Un de ces jours l'armée impériale sera obligée de quitter le territoire hongrois et Vienne même pourra à peine se tenir. Des caravanes nombreuses arrivent ici depuis deux jours; ce sont les bureaucrates bien intentionnés qui se sauvent. Quant au grand monde de Vienne il se retire à Linz. Dans quelques jours il n'y aura plus à Vienne que des gens *mal pensants*. La grosse artillerie suit en toute hâte les employés autrichiens, mais elle ne fait que traverser Vienne et elle se rend aussi à Linz.

Tout cela agit singulièrement sur la classe moyenne et sur le Peuple. On n'a plus peur des potences ni des fusillades, et on s'apprête à recevoir les Hongrois comme des libérateurs. Nous sommes à la veille d'événements qui feront époque. Tous les comitats hongrois sont en pleine insurrection. La Croatie, la Slavonie et le cordon militaire, les Slaves enfin sont gagnés à la cause commune. Le ban s'est dirigé vers Agram; ses soldats lui criaient à l'oreille : *Vive Kossuth!* Dans son armée, on ne pense plus à faire la guerre aux Hongrois. Toute la Hongrie est sous les armes; tout ce qui peut marcher s'arme.

Les siècles de la grande migration des Peuples se répètent. Encore une insurrection en Bohême, et toute l'Europe sera électrisée jusque dans ses entrailles. La tempête révolutionnaire se dirige maintenant de l'Orient. Les Russes ne pourraient pas disposer de grandes forces sans enhardir les Turcs, et, quand même ils le pourraient, *c'est trop tard!*

Le *Pesthi-Hirlapi*, journal qui paraît à Debreczin, publie une lettre qu'il dit être du prince de Metternich; authentique ou non, cette lettre montre quelles sont les secrètes espérances du monde qui s'écroule

En voici quelques extraits :

Altesse sérénissime,

Le courrier que j'expédie aujourd'hui vous portera ma réponse aux deux lettres de S. M. impériale et du ministre des affaires étrangères. J'ai l'honneur, cher prince, de vous y exposer, en particulier et sommairement, ma manière d'envisager l'état des choses. Il me paraît convenable d'amener, pendant les premières semaines qui vont suivre, la lutte générale contre la révolution à un état de modération formelle, ou du moins de repos apparent; d'éviter, en tout cas, toute tentative dont l'issue serait douteuse, *jusqu'après les élections françaises*. Les révolutionnaires des autres pays de l'Europe espèrent encore en l'appui de la grande République, bien qu'elle les ait tant de fois trompés et abandonnés; et tant que cet espoir leur reste, ils se battront avec quelque courage, ce qui nous ferait perdre bon nombre de braves, et nuirait beaucoup à notre propre considération, à la salutaire croyance en notre puissance invincible, surtout s'il nous survient des échecs comme ceux qui nous ont frappés naguère en Hongrie et en Transylvanie. Mais dès que ces élections seront passées et que les démagogues et les masses égarées auront reconnu la vanité et le néant de leur dernier espoir du côté de la République française, ils perdront d'un coup leur courage guerrier, se rendront spontanément ou pourront être facilement écrasés là où ils pourraient faire résistance! Alors l'heure sera venue où il faudra déporter en Amérique les têtes incorrigibles que le glaive des batailles ou le plomb des conseils de guerre aura épargnées, et d'amnistier les rêveurs honnêtes et paisibles pour les gagner, comme en 1815, à notre cause.

Ils nous amèneront alors, pleins de reconnaissance, tous leurs adhérents, et marcheront avec joie contre la France, qui aura trompé toutes leurs aspirations. Le but essentiel vers lequel nous devons tendre pour le moment, c'est de mettre le gouvernement français en hostilité avec la démocratie italienne, allemande et slave, afin que celle ci apprenne à haïr et à mépriser, dans la personne des gouvernants, à Paris, toute cette nation frivole, et aspire à se venger de tous les affronts qu'elle en a essuyés. Il ne sera pas difficile d'amener MM. Barrot et ses collègues à une rupture complète avec les hommes révolutionnaires de l'étranger; car déjà, sous ses prédécesseurs, Lamartine et Cavaignac, bien des circonstances ont contribué à préparer ce résultat. L'intervention très probable de la France catholique en faveur de Pie IX les brouillera non seulement avec les Italiens, mais aussi avec les protestants de l'Allemagne, de la Suisse et de la Hongrie, de la Hollande et de la Scandinavie. Vous voyez qu'il sera utile d'y mêler peu à peu la question religieuse.

Il faut que la France soit complétement brouillée avec les factions anarchiques du reste de l'Europe avant qu'on puisse oser l'attaquer vigoureusement, pour la rendre à tout jamais inoffensive. *Nous avons fait comprendre au ministère français et à M. Bonaparte que nos ennemis sont aussi les leurs; aussi voient-ils dans chaque démocrate étranger un communiste ou un socialiste de la pire espèce, et nous prêtent-ils une oreille tout avide et toute favorable, quand nous leur communiquons nos vues et nos projets contre l'ennemi commun.*

On a accueilli avec faveur l'idée d'une *alliance de la paix*, d'une fraternisation de tous les *bien intentionnés* et de tous ceux qui *possèdent*, pour mettre un terme au drame sanglant des révolutions, sinon pour longtemps, du moins pour quelques années, afin de ramener par la tranquillité et l'ordre un mouvement normal des affaires. Cette crainte des modérés, qui n'est pas sans fondement, est pour nous un allié d'une haute importance; elle nous garantit une

issue favorable aux prochaines élections, de sorte que nous pouvons dès aujourd'hui être rassurés sur ce point.

Les provinces veulent la paix à tout prix, et les turbulents, chefs de barricades de la capitale, sont à cette heure ou en prison ou aux îles, de sorte que la Babel révolutionnaire n'a plus de têtes; et jusqu'à ce qu'elles lui aient repoussé, il faut bien espérer que la monarchie européenne sera assez forte pour étouffer au berceau l'hydre d'une quatrième révolution. D'ailleurs, nous devons reconnaître que la susceptibilité si connue du caractère national français exige de notre part quelque précaution, ce que nous lui témoignons par l'indulgence momentanée avec laquelle nous traitons les amis de prédilection de la propagande anarchiste française, les agitateurs de l'Italie et de la Hongrie. En évitant ainsi sagement tout ce qui pourrait surexciter les sympathies de la France, nous contribuerons à la conservation du ministère actuel, tout en corroborant son influence sur les élections. Il va sans dire qu'après ces élections l'on ne saurait différer plus longtemps de frapper un coup de maître par une levée de boucliers générale. Votre Altesse sérénissime trouvera dans les pièces adressées à Ollmütz ce qui a été discuté et approuvé à cet égard par S. M. impériale l'empereur de toutes les Russies. Je n'ai pas manqué de mon côté d'y appeler particulièrement l'attention du prince de Schwarzenberg.

Avec une profonde vénération et un amical dévouement je suis votre METTERNICH.

Londres, le 28 mars 1840.

TRIBUNE DES PEUPLES.

FRANCE.

ACTES OFFICIELS.

Le *Moniteur* contient aujourd'hui, dans sa partie officielle, 1° un rapport du ministre de l'intérieur au président de la République, dans lequel M. le ministre signale de nombreux actes de courage et de dévouement, et demande l'autorisation de décerner des médailles d'honneur aux citoyens dont les noms suivent :

Michel (Louis-Ferdinand), couvreur, sapeur-pompier (Aisne); F[e] Lantrebecq, née Françoise (Aisne); Beauchant, marinière, domiciliée à Mortagne (Nord); L'abbé Donneaud (Antoine), curé (Basses-Alpes); Jacques (Louis-Jean), sapeur-pompier, domicilié à Lyé (Aube); Tisserand, charpentier, domicilié à St-Martin-ès-Vignes (idem); Hornbostel (J.-J.), lieutenant de la garde nationale (Bouches-du-Rhône); Pelatan (Charles-Louis), 3e ouvrier à la 7e compagnie d'ouv. d'artill. (id.); Lefèvre (J.-A.A.), préposé des douanes (Calvados); Cardon (J.-E.), contr. de navires (id.); Baud (Jean), charpentier au port de Rochefort (Charente-Inférieure); Geoffroy (Georges-Honoré), gendarme à cheval (Cher); Bernard (Pierre-Joseph-Pascal), clairon à la 4e compagnie du bataillon de voltigeurs corses (Corse); Lallemand (Jean), garde du canal de Bourgogne, à Marigny (Côte-d'Or); Gallimardet-Renaut (René), bottier (id.); Guégan (Yves), garde champêtre (Côtes-du-Nord); Bolard (Victor-Théodore), sergent des sapeurs-pompiers (Doubs); Fontaine (Victor), marinier (Drôme); Faure (J.-B.), sapeur-pompier Heurtault (Pierre), domicilié à Gohor (Eure-et-Loir); Catrier (Agricol), gardien à la maison centrale de détention (Gard); BIRRE (César), maçon (Eure-et-Loir); Charles, garçon boucher à Sancheville (id.); Martin (Pierre), perruquier (Gers); Souchère (Jean Pierre), menuisier (id.); Dutau, sapeur-pompier (id.); Raffel (Victor), prép sé des douanes (Hérault); Raveau (Louis), sergent des sapeurs-pompiers (Indre); Roger (Alfred), (Indre-et-Loire); Boissier (Arthur), (id.); Gayet (Jean), entrep. de maç. (Isère); Dubourg (Jean), ancien militaire, chevalier de la Légion-d'Honneur (Landes); dame Ribour (Charles), née Madeleine Gigou, sage-femme (Loire-et-Cher); Blosse (Michel, voltigeur au 6e léger (Loire); Crancouet (Eugène-Honoré), cloutier à la Grenouillère en Chantenay (Loire-Inférieure); Tollet (Blaise), patron de bateau à vapeur (Loiret); Pin (Antoine), cantonnier et sapeur pompier (Lozère); Picard (François), sergent major des sapeurs-pompiers (Meuse); Vmiégras (Simon), pompier de 1re classe (Morbihan); Le Clouérec (M.), âgé de 17 ans, menuisier (id.); Gisquet (J.), sergent-infir.-major à l'hôp. milit. de Longwy (Moselle); Brenet (Claude-François), voltigeur au 21e de ligne (Nièvre); Hanoite (Victor), lieutenant des sapeurs-pompiers (Nord); Thumerelle (Antoine), sergent des sapeurs-pompiers (id.), Gouy (François), sapeur-pompier (id.); Malvoisin, curé de Blécourt (id.); Cartier (Alfred) (id.); Batteur (François), lieutenant commandant des sapeurs-pompiers de Marquillies (id.); Ketelaere (Charles), cabaretier à Houdschoote (id.); Janlin (L.), garç. meun. (id.); Cowez (Albert), (id.); Bordarot (A.), sergent des sapeurs-pompiers (Puy-du-Dôme); Bardin (Michel), sergent-major des sapeurs pompier (id.); Blanc (Etienne), père, sapeur-pompier (id.); Brunel (Etienne), caporal des sapeurs-pompiers (id.); Broquin (Pierre), pontonnier au 15e d'artillerie (id.); demoiselle Cartary (Marie) (Hautes Pyrénées); Cazalé (Raymond), limon. (id.); Bruzard (D.), ponton. au 15e d'art. (B. Rhin);

Brun (Michel), capitaine de la garde nationale (Rhône); Broulet (Benoît), porteur aux convois funèbres (id.); Gacier (Etienne-Marie), maire de Marnant (id.); Briand (Yves-Marie), canonnier au 3e régiment d'artillerie (id.); Mattei (Paul Séraphin), soldat au 4e bataillon de chasseurs à pied (id.); Dorier (Pierre), instituteur communal (Saône-et-Loire); Bourges (François), couvreur (Sarthe); Candas (François-Victor), sapeur-pompier (Seine); Colombier (Charles-P.), serrurier à Puteaux (id.); Fiat (F.), sap.-pompier (id.); Hemon (Jean-Baptiste), sapeur-pompier (id.); Petit-Jean (Melchior-Balthasard-Gaspard), ex-caporal des pompiers de Paris (id.); Sauvé (Louis-André), sapeur-pompier (id.); (Rogé (François), logeur (id.); Boyer (Josep-Auguste), concierge, (id.); Rodier (Pierre), sap.-pompier; Pigeonnat (Frédéric) m. de vin (id.); Pigeonnat (F.-J.), char. (id.) Dupont (Jean-Pierre), commis de l'octroi (id.); Davaine (Jean-Louis), fort au port aux fruits (id.); Guérin (Lawrence), domicilié à Paris (id.); veuve Parent, née Aimée Bruneau, directrice de l'école de natation Saint-Lambert (id.); Goujet (Claudius), ouvrier chaudronnier (Seine-Infér.); Collet (Jacques), journalier (id.); Farin (Louis), ouvrier teinturier (id.); Lafont (Jean), fusilier au 61e de ligne (id.); Laroste (Jean-Marie-Charles) grenadier au même corps (id); Jandry (Joachim-Étienne), charpentier (Seine-et-Marne); Joube (Joachim Marie), gendarme, (id.); Lécuyer (L.-Alexandre) menuisier-mécanicien (S.-et-O.); Fauchet (L.-J.) gendarme (id); Billy (R.), terrassier (Vaucluse) Fuzet (T) (id.); Monquiot (Louis, marin et portefaix (id.); Monvoisin (François), graveur sur bois (id.); Vigne (Pierre), portefaix (id.); Pelas (Antoine), maréchal des logis de gendarmerie (id.); Forestier (Louis-Agricol), maçon et sapeur-pompier (Vosges); Voinesson (Jean-Baptiste), facteur rural (Yonne); Burat (Alexandre), tonnelier à Neuilly (id.); Nain (Auguste-Charles), gendarme à Charny (id.); Girard (Louis), cultivateur, âgé de 52 ans (id.).

2° Un rapport du ministre de la justice au président de la République, concernant la réforme du régime des prisons.

3° Un décret du président de la République qui lève la suspension prononcée contre divers membres des tribunaux de première instance de Perpignan (Pyrénées-Orientales), et de Prades (même département).

Le *Moniteur* contient dans sa *partie non-officielle* :

1° Un arrêté du président de la République en date du 3 mai 1849 qui contient diverses nominations dans l'ordre national de la Légion-d'Honneur; sur le rapport du ministre de la marine et des colonies.

2° Un arrêté du président de la République, qui contient diverses nominations faites sur le rapport du ministre de l'intérieur. Nous y remarquons celle de M. Meyerbeer, nommé commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur.

3° Un grand nombre de nominations, faites sur le rapport du ministre de l'instruction publique et du ministre des travaux publics.

Comités et commissions.

Le pays attend avec impatience le résultat de l'enquête sur les pensions et sur les nominations signalées par M. Brard, le 4 avril dernier, à l'Assemblée nationale. Dans une discussion toute récente, élevée à l'occasion de certains financiers réactionnaires, nous avons pu apprécier dans quel parti s'est vraiment réfugiée la probité politique. Le rapport de M. Ducos nous a appris ensuite le cas à faire des insinuations odieuses répandues sur la fidélité des hommes qui ont les premiers dirigé la République.

Bientôt nous allons savoir ce qu'il faudra décidément penser de certaines réputations d'intégrité dont on se drape en haut lieu, comme on le faisait en janvier 1848, lorsque sont venues tomber, après les accusations générales de M. Cubières, les inculpations personnelles de M. Petit (de Corbeil). Demain, vraisemblablement, l'Assemblée prendra connaissance du rapport de la commission du budget sur les pensions accordées en dehors des conditions d'âge et de services, depuis le 10 décembre dernier, pensions qui grèveraient le budget de 155,000 francs de dépenses annuelles, et la discussion s'engagera sur la décision à prendre relativement à ces violations de la loi, à ce scandale administratif.

Le rapport constate, comme nous l'avions annoncé à l'avance, l'exactitude des faits découverts par M. Brard, à savoir que les pensions ont été accordées en dehors, des conditions d'âge et de service, à des préfets qui ont fait valoir des infirmités imaginaires. Il constate plus encore; c'est que parmi des pensionnaires qui avaient véritablement été atteints des infirmités telles qu'il leur était devenu impossible de s'occuper de leurs fonctions, plusieurs ont été rappelés par leur ami M. Faucher à leurs anciens postes.

Il semble qu'en présence de ces résultats de ses investigations, la commission eut dû conclure à la suppression des pensions extorquées au moyen de certificats frauduleux ou complaisants, ainsi qu'à la révocation des préfets renommés en dépit de la réalité de leurs incapacités physiques. La commission néanmoins s'est bornée à établir l'existence des illégalités commises pour les premiers, des incapacités oubliées volontairement pour les seconds, et elle a laissé à l'Assemblée nationale la mission toute entière de tirer de ces prémisses bien constantes telles conséquences qu'on voudra.

La journée du 4 mai a été pour la République une véritable victoire sur la réaction. Depuis longtemps nous n'avions vu pareil enthousiasme; et, ce qui nous a le plus frappé, c'est que cet enthousiasme a été général. Dès dix heures du matin, toute la garde nationale était sous les armes; nous avons assisté au *Te Deum* sur la place de la Concorde, à peine était-il terminé, que des cris de *Vive la République* se sont fait entendre de tous côtés; gardes nationaux, Peuple, hommes, femmes, ont poussé spontanément ce cri, comme s'ils eussent obéi à un signal.

Le défilé de la garde nationale n'a pas été moins significatif. Notre milice civique n'a cessé de pousser ce cri de *vive la République* en passant sur le pont et les quais. Cette manifestation est d'autant plus imposante que les mesures étaient mieux prises pour étouffer l'élan sympathique de la population.

Dans la légion d'artillerie, connue pour son républicanisme, on n'avait convoqué que 150 hommes; au moment de partir pour la fête plus de 500 artilleurs étaient présents. On nous a assuré aussi que M. Changarnier avait défendu à la musique de ce corps de jouer la *Marseillaise*, et nous ne lui avons pas entendu jouer d'autre air que la sublime inspiration de Rouget-Delisle et le *Chant du Départ*.

La première légion seule a fait contraste avec les autres, par le petit nombre d'hommes qu'elle comptait sous les armes d'abord, et par la mauvaise humeur qui se peignait sur la figure de la plupart de ses représentants.

Le défilé s'est terminé en présence de l'Assemblée nationale, et les membres de la gauche donnaient tous de vigoureuses poignées de mains aux gardes nationaux qui passaient près d'eux en criant : *Vive la République*.

Tout nous fait présumer que ce soir la fête ne sera ni moins brillante ni moins significative que ce matin.

L'article que nous avons publié hier ayant pour titre : *au clergé officiant dans l'anniversaire du 4 mai*, nous a été communiqué par un ecclésiastique.

Nous lisons dans le *Moniteur*:

On a répandu le bruit d'une altercation entre le président de la République et son cousin. Nous sommes autorisés à déclarer que, depuis son retour d'Espagne, M. Napoléon-Jérôme-Bonaparte n'a pas reçu d'audience du président, et qu'ils ne se sont rencontrés nulle part. D'ailleurs, si M. le président de la République doit se montrer sévère envers tous les membres de sa famille qui ne se conforment pas strictement à leur devoir, il ne rompt point pour cela les liens d'affection qui les attachent à lui.

Il y a contradiction évidente dans ce peu de paroles du journal officiel : pour démentir le bruit d'une altercation, le *Moniteur* nous annonce que M. Napoléon Bonaparte n'a pas reçu d'audience du président de la République, et n'a même pu le voir nulle part; c'est là un symptôme de disgrâce qui en dit plus long que toutes les altercations du monde. Pour nous, nous ne saurions voir autre chose qu'une rupture manifeste dans cette étrange manière d'entretenir *les liens d'affection de famille*.

A ce sujet nous recevons de M. Napoléon Bonaparte la lettre suivante :

Paris, 4 mai 1849.

Monsieur le rédacteur,

Je m'étonne que le *Moniteur* du 4 contienne un démenti donné à un bruit trop absurde pour être relevé.

Si je n'ai pas vu M. le président de la République, c'est que je n'ai pas cru devoir aller à l'Elysée depuis mon retour.

Quant à la phrase qui dit que « le président doit se montrer sévère envers tous les membres de sa famille qui ne se conforment pas strictement à leur devoir » elle ne peut s'appliquer à moi. Ce que j'ai fait, j'avais le droit et le devoir de le faire.

Je ne veux pas signaler ici ceux qui ont manqué aux convenances. Mais si les ministres sont désireux de faire connaître la vérité, qu'ils donnent des explications à la tribune nationale. C'est là que je leur répondrai.

Recevez, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués. NAPOLÉON BONAPARTE.

Situation de la Banque de France et de ses succursales

Au jeudi 3 mai 1849, au matin.

ACTIF.

Article	Montant
Argent monnayé et lingots	202,995,867 84
Numéraire dans les succursales.	150,422,444 »
Effets échus hier à recouvrer ce jour	259,865 49
Portefeuille de Paris, dont 13,968,610 fr. 49 c. provenant des succursales.	47,116,944 26
Portefeuille des succursales, effets sur place, etc.	81,654,083 95
Avances sur lingots et monnaies	16,927,052 »
Avances sur effets publics français.	28,194,558 95
Avances sur effets publics français dans les succursales.	1,485,337 »
Avances à l'Etat sur bons du trésor de la République.	50,000,000 »
Avances à l'Etat sur l'emprunt de 150 millions.	50,000,000 »
Rentes de la réserve.	10,000,000 »
Rentes, fonds disponibles.	42,581,488 13
Placement des nouvelles succursales en effets publics.	12,779,541 59
Hôtel et mobilier de la Banque.	4,000,000 »
Immeubles des succursales.	2,285,787 »
Prêt de 10 millions à la ville de Paris.	8,000,000 »
Intérêt dans le comptoir national d'escompte.	200,000 »
Intérêt des anciennes banques départementales dans les comptoirs nationaux de leurs villes.	250,000 »
Effets en souffrance à la Banque	6,514,155 95
Effets en souffrance dans les succursales.	4,000,296 »
Dépenses d'administration de la Banque.	486,146 59
Dépenses d'administration des succursal.	347,739 »
Divers	941,566 14
Avance au département de la Seine.	3,000,000 »
Prêt de 3 millions à la ville de Marseille.	1,000,000 »
	705,418,657 49

PASSIF.

Article	Montant
Capital de la Banque	67,900,000 »
Capital des nouvelles succursales.	23,350,000 »
Réserve de la Banque	10,000,000 »
Réserve des nouvelles succursales	2,980,750 »
Réserve immobilière de la Banque	4,000,000 »
Billets au porteur en circulation de la Banque.	390,496,200 »
Billets au porteur en circulation des succursales.	25,374,625 »
Billets à ordre.	1,189,937 75
Compte courant du trésor, créditeur.	34,945,997 12
Comptes courants.	92,056,259 48
Comptes courants dans les succursales.	29,625,818 »
Récépissés payables à vue.	4,755,800 »
Récépissés payables à vue dans les succursales.	1,092,112 »
Traites des succursales à payer par la Banque.	7,154,522 74
Traites de la Banque à payer par les succursales.	4,257,809 »
Dividendes à payer.	256,575 25
Liquidation du comptoir d'Alger.	205,202 4
Escomptes, intérêts divers et dépenses précomptées	3,165,310 35
Escomptes, intérêts divers dans les succursales.	1,621,284 »
Réescompte du dernier semestre.	246,109 85
Réescompte du dernier semestre dans les succursales.	460,661 »
Divers.	349,919 91
	705,418,673 49

Certifié conforme aux écritures :

Le gouverneur de la Banque de France,
D'ARGOUT.

ITALIE.

TURIN. — Le *Saggiator*. dit qu'il sait de source certaine que le ministre de la guerre a contremandé les ordres de dissolution des différents corps.

NICE. — Le marquis del Caretto, qui voyage sous le nom de Tavarès, a traversé cette ville dans la soirée du 25 venant de France et se rendant à Naples.

Si nous devons en croire les nouvelles qui nous parviennent, la paix entre l'Autriche et la Sardaigne aurait été conclue sous ces conditions : La Sardaigne paierait 80 millions à l'Autriche. En garantie de ce paiement 3,000 Autrichiens occuperaient Alexandrie. (*Nazionale de Florence.*)

Lombardie. — MILAN, 29 *avril*. — La *Gazette de Milan* ne renferme aucune nouvelle importante.

Toscane. — FLORENCE, 27 *avril*. — Les Autrichens se trouvent à Massa au nombre de 4,000. Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas connaissance que d'autres corps s'avancent vers la Toscane.

— LIVOURNE. — Il est positif que le consul anglais a invité ses nationaux à se refuser au paiement de la taxe fixée par le président de la chambre du commerce. Il a déclaré que, si la force était employée pour en faire le recouvrement, il cesserait d'observer la neutralité. (*Il Nazionale.*)

27 *avril*. — Livourne jouit de la plus parfaite tranquillité. Hier, les habitants de la paroisse de Sainte-Catherine ont planté en pompe un arbre de la liberté. Les cloches sonnaient à toute volée, et des prières publiques ont été adressées à Dieu pour le salut de la liberté. (*Corriere Mercantile.*)

— Hier, la frégate à vapeur de guerre *Alleghany*, et le schooner de guerre *Tancy*, armés de 6 canons, sont entrés dans notre port.

SICILE. — *Il Tempo*, journal de Naples, en date du 24 avril, déclare inexacte la nouvelle de l'arrivée à Gaëte d'une députation de Palerme, pour offrir la soumission de la ville. Ce sont de simples particuliers qui sont venus offrir leurs hommages au roi.

L'amiral Baudin a dû faire savoir à Palerme qu'il fallait que la soumission fût pleine et entière, absolue, pure et simple.

— Le bateau à vapeur l'*Eurotas* est arrivé à Marseille le 28 avril, venant de Palerme. Il avait à son bord plus de trois cents réfugiés siciliens. Plusieurs bâtiments français étaient mouillés dans le port de Palerme pour garantir l'exécution de la capitulation. L'escadre napolitaine se tenait dans la rade. Les Napolitains n'avaient pas encore débarqué pour venir occuper la ville.

République romaine. — ROME, 25 *avril*. — La nouvelle de l'arrivée d'une escadre française à Civita-Vecchia et l'imminence d'une invasion napolitaine ont été hier la cause d'une séance extraordinaire de l'Assemblée. Il a été décidé à une immense majorité que l'on défendrait jusqu'à la dernière extrémité Rome et la République romaine.

L'Assemblée s'est déclarée en permanence, et a décrété que quiconque en ce moment solennel abandonnerait son poste serait regardé comme traître à la patrie.

Une protestation, votée à l'unanimité, a été adressée au général Oudinot, et une proclamation adressée aux Romains, a été affichée à huit heures du matin sur tous les murs de la capitale. Nous en donnons le commencement.

« Romains!

» Une intervention étrangère menace le territoire de la République. Des troupes françaises sont arrrivés à Civita-Vecchia.

« Quelle que soit leur intention, le salut du principe librement adopté par le Peuple, le droit des nations, l'honneur du nom romain commandent à la République de résister, et elle résistera. »

Suivent ensuite des exhortations chaleureuses au peuple romain.

Une proclamation, rédigée par les membres du comité français, a été également publiée.

« *Aux citoyens français résidant à Rome.*

» Concitoyens,

» Des rumeurs étranges circulent dans Rome. Violant ouvertement la Constitution, foulant aux pieds les droits des Peuples, faisant enfin des soldats de la liberté les soutiens du despotisme, le gouvernement français intervient dans les affaires de Rome.

» En présence des évènements qui pourraient surgir de cette intervention impopulaire, il est du devoir des citoyens français de se réunir pour decider sur la conduite qu'ils doivent tenir.

» Un comité créé d'urgence vous convoque donc pour aujourd'hui à 5 heures. Confians dans votre patriotisme, nous espérons, citoyens, que vous répondrez à notre appel. » (Suivent les signatures.)

Voici la protestation de l'Assemblée romaine :

« L'Assemblée romaine, émue de la menace d'invasion du territoire de la République, convaincue que cette invasion non provoquée par sa politique envers l'étranger, non précédée d'aucune communication de la part du gouvernement français indicative d'anarchie dans ce pays, qui, tranquille et ami de l'ordre, se repose consciencieusement sur ses droits et sur la concorde des citoyens, viole en même temps le droit des gens, les engagements contractés par la nation française dans sa propre constitution et les liens de fraternité qui devraient naturellement unir les deux Républiques; au nom de Dieu et du Peuple, proteste contre l'invasion inattendue, déclare sa ferme résolution de résister, et rend la France responsable de toutes les conséquences.

» Fait en séance publique, à une heure du matin.

» *Le président* :

» A. SALICETI.

» *Les secrétaires :*

» FABRETTI, COCCHI, PENACCHI. »

25 *avril*, 10 *heures*. — Les comités des divers cercles se réunissent au Palais-Borromée sur l'invitation du cercle militaire pour parer aux dangers de la patrie.

11 *heures*. — Une foule considérable est réunie sur la place du Peuple.

1 *heure*. — La ville continu à être tranquille et l'ordre public n'est aucunement troublé.

Les députés Audinot et Pedrini sont partis en mission extraordinaire pour Bologne.

La foule quitte la place du Peuple pour aller remercier l'assemblée des mesures qu'elle a prises dans sa dernière délibération.

Les députés Rusconi, Pescantini et Agostini sont partis pour Civita-Vecchia pour remettre au général Oudinot la protestation de l'assemblée romaine.

La population montre une grande indignation contre le gouvernement français. Toutes les mesures sont prises pour étouffer la réaction, qui du reste n'est pas à craindre, personne ne voulant du gouvernement des prêtres. Il n'y a ici que deux partis; l'obscurantiste et le républicain.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ROMAINE.

Séance du 24 avril.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN BONAPARTE.

Le citoyen Savini. Des nouvelles télégraphiques nous ont appris que l'Assemblée française a voté un million pour l'expédition à Civita-Vecchia. Je demande si le triumvirat en est informé. Dans la suite de son discours le citoyen Savini se plaint amèrement de la France qu'il accuse d'être d'accord avec la Russie et l'Autriche pour étouffer la liberté romaine.

Le citoyen Ruffoni répond que la France ayant voté des fonds pour une expédition sans déclarer quel en est le but, il croit inutile d'adresser des interpellations au triumvirat.

Les triumvirs sont invités, par décision de l'Assemblée, à venir prendre part à la séance.

Le citoyen Mazzini, l'un des triumvirs, monte à la tribune. L'Assemblée française, à la date du 17 avril, accordait des fonds pour une expédition dans les Etats romains.

On prétend que le but de cette expédition est d'empêcher toute intervention autrichienne. Il semble que la division française ne vienne ici que pour protéger l'inviolabilité de la République romaine.

Le triumvirat n'a reçu aucune explication au sujet de cette expédition.

Le triumvirat accomplira son devoir et ne perdra jamais de vue le mandat que lui a donné l'Assemblée, et conformément à l'art. 2 du décret fondamental de la République romaine, il se montrera toujours prêt à garantir l'indépendance du souverain pontife, et toute proposition qui serait faite à cet égard par les gouvernements catholiques sera bien venue auprès du gouvernement de la République.

Le citoyen Pescantini déclare que le gouvernement français, ayant donné des feuilles de route aux volontaires français qui se vouaient à la défense de la République romaine, cette conduite semble indiquer des dispositions non hostiles à cette République.

Après une discussion sans intérêt à laquelle prennent part les citoyens Cornuschi, Bonaparte et Agosniti, l'Assemblée vote un ordre du jour ainsi conçu :

Vu le décret fondamental qui institue la République romaine, l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

— Les nouvelles d'Ascoli annoncent que les brigandages provoqués par la faction de Gaëte sont entièrement cessé, grâce aux populations, aux troupes et aux gardes nationaux qui ont rivalisé d'ardeur et de dévouement.

SUISSE.

BERNE, 1er *mai*. — Le conseil fédéral a présenté à l'Assemblée fédérale un projet de loi qui abolit les privilèges qui grèvent la liberté de la navigation sur le lac des Quatre-Cantons. Si ce projet de loi est adopté, il sera facultatif à chacun, sous réserve des réglements qu'exige la police de sûreté, de charger ou de décharger librement des personnes et des marchandises de toute espèce sur le littoral du lac. (L'*Helvétie.*)

SCHWYTZ. — L'*Alpenbote d'Uri et Schwytz* s'élève avec indignation contre l'établissement d'une banque de jeu aux bains de Nuolen. Il démontre, dans un noble langage, l'immoralité d'une semblable entreprise, et rend attentif aux suites funestes qui en seraient les conséquences inévitables, si les autorités de notre canton devaient consentir, soit expressément, soit tacitement, à l'établissement d'un pareil antre d'immoralité, ce que néanmoins nous ne sommes pas portés à croire. Nous espérons que les autorités fédérales répondront par un *quod non* énergique.

TESSIN. — M. Sidler, commissaire fédéral dans le Tessin, a repoussé, dans une réponse digne du nom suisse, la brutale sortie de Radetzki contre le gouvernement du Tessin.

HONGRIE.

Il paraît que Bude est déjà abandonné par les Impériaux, car les dernières lettres, écrites de cette ville à Vienne, portaient le timbre hongrois : *Buda*. Les impériaux nomment cette ville *Ofen*. Le ban Jellachich avait l'intention de s'y défendre, mais, par suite des ordres de Welden ou par d'autres motifs, il en est parti le 24 avril avec 2,000 Croates.

— Les pertes des Autrichiens dans les derniers combats doivent être énormes. Leur retraite était partout une fuite désespérée. Les soldats, harcelés jour et nuit et depuis deux semaines par les Hongrois, sont exténués et démoralisés. Ils ne se gênent plus pour déclarer aux officiers qu'ils ne veulent plus faire la guerre aux Hongrois, car, disent-ils, ceux-ci *ont raison*.

— Un des fils du prince Windischgraetz se trouve prisonnier des Hongrois. Son père, ayant fait à Kossuth des propositions pour l'échanger, « Rends-moi Robert Blum que tu as assassiné, et je te rendrai ton fils, » répondit Kossuth.

— Ce n'est pas un magasin à poudre, à Komorn, qui a sauté, mais bien un bateau à vapeur, nommé *Schlik*, chargé de 220 quintaux de poudre que les Autrichiens gardaient non loin de Komorn.

— On écrit de Neutitschen au journal le *Lloyd :*

« Nous avons entendu, le 25 avril, une forte canonnade qui paraît confirmer le bruit que les Hongrois sont entrés à Trentschin et qu'ils ont franchi la frontière morave. »

AUTRICHE.

La *Presse de Vienne* annonce que les troupes russes se trouvaient le 27 avril à Teschen, en Silésie.

La *Réforme allemande* donne quelques détails sur le plan adopté par le général Welden pour déjouer celui de Dembinski. D'après les renseignements parvenus au quartier général autrichien, Dembinski, dès que Bem avec ses 30,000 hommes se serait joint à lui, voulait percer le centre de l'armée impériale, passer le Danube et ainsi non-seulement débloquer Komorn, mais couper aux impériaux les communications avec Bude. Pour empêcher cette opération, le général Welden a ordonné au ban de se porter vers le sud de la Hongrie, afin de s'y renforcer; et il a enjoint

au général Wohlgemuth de chercher à se maintenir sur la rive droite du Gran, et en cas d'attaque, de se replier sur la Waag, tandis que le quartier-général se portait à Raab. Dembinski, en effet, n'a pas tardé à attaquer Wohlgemuth qui n'a pu qu'à grand'peine, après dix-sept heures de combat, gagner la rive droite de la Waag où il a pris position.

— Les journaux ministériels de Vienne avouent que les dernières victoires des Hongrois ont produit un immense enthousiasme parmi la population hongroise. Les deux villes de Szegedin et Keckemet seules ont fourni en peu de jours chacune 3,000 cavaliers montés et armés. Malheureusement pour les Hongrois, les armes leur manquent pour armer les recrues qui leur viennent de toutes parts, quoique de grandes quantités leur arrivent de la Turquie et qu'ils aient à leur disposition les fabriques de Groswardein.

— D'après la *Gazette de Gratz*, deux régiments de cavalerie envoyés par Radetzki traversaient la Carinthie pour se rendre à l'armée en Hongrie.

— La *Gazette d'Augsbourg* annonce que les troupes russes, dans leur marche vers la Hongrie, ont atteint, le 21 avril, Léopol, la capitale de la Galicie.

— D'après une correspondance de Prague, l'intention du général Welden était de prendre l'offensive à partir du 1er mai, pour ne pas laisser au général Dembinski le temps d'organiser l'infanterie.

ETATS GERMANIQUES.

DRESDE, 28 *avril*. — Une ordonnance royale, qui vient d'être publiée, dissous les deux chambres législatives, par le motif que, placées sous la pression du dehors, livrées à des préoccupations étrangères à leur mission, elles suscitaient des embarras au gouvernement, afin de le faire entrer dans les voies qu'elles prétendaient lui tracer.

FRANCFORT, 30 *avril*. — La plus profonde consternation se faisait remarquer sur les visages des membres de l'Assemblée dans la séance d'aujourd'hui. Partout circule la nouvelle de la dissolution des chambres de Saxe. C'est une réponse insolente aux résolutions de l'Assemblée nationale du 26 avril.

— Des lettres et des voyageurs arrivés de Mersebourg rapportent que des troubles sérieux y ont éclaté le 30 avril, par suite de l'arrestation de plusieurs chefs du Peuple, et que ces troubles menaçaient de devenir assez sérieux pour qu'on fût forcé de requérir des troupes hors de la ville. En passant à Halle, dans leur voyage par le chemin de fer, ces voyageurs ont entendu battre la générale. Les troubles à Mersebourg n'étaient pas apaisés à leur départ.

PRUSSE.

BERLIN, 28 *avril*. — La *Gazette de Voss* dit : L'irritation contre les soldats et principalement contre les généraux est extrême. Les officiers et les contestables n'osent plus se montrer dans les rues individuellement. On peut presque affirmer qu'une explosion est imminente. On entend souvent les cris : *Nous sommes trahis ! Aux barricades !*

— Nous lisons dans une correspondance de Berlin du 29 avril : L'exaspération va croissant. Nous serons bientôt témoins d'évènements très sérieux.

— Dans la nuit du 27 au 28 un incendie considérable à Dantzick a réduit en cendres plusieurs magasins remplis de blé et de chanvre.

GRANDE-BRETAGNE.

FONDS PUBLICS, 3 *mai*, *midi*. — Le marché s'est maintenu en hausse ce matin. Les nouvelles de la Prusse, de l'Italie et de la France y ont bien contribué. Les consolidés se sont ouverts à 92 3[8 et 92 1[2, et sont maintenant cotés à ce prix pour compte et comptant.

Trois heures. — Les consolidés pour compte et comptant sont à 92 3[4. Concernant les fonds étrangers, on n'a presque rien fait.

Il y a eu ces jours-ci à Londres un *meeting protectioniste* de 800 tories conservateurs, présidé par le duc de Richemond, auquel ont assisté plusieurs nobles lords. Le but du meeting était de résister au progrès du système du *free-trade* (le commerce des céréales libre) et de rétablir la protection, c'est-à dire le privilége.

Les journaux anglais de toutes les nuances sont furieux contre leur ministère de ce qu'il se laisse devancer et même jeter dans l'ombre par le gouvernement français pour étouffer l'insurrection de *ces hordes insensées* de la Sicile et de l'Italie, qui osent se révolter contre leurs souverains légitimes.

IRLANDE.—Les nouvelles de l'Irlande sont horribles. On ne nous présente que le tableau de cadavres, victimes de la famine effrayante qui dépeuple ce malheureux pays et que l'on enterre à demi le long des routes et dans les champs; les paysans, tombant d'inanition, peuvent à peine se traîner. Cette terre, si proverbiale par sa fertilité, est entièrement sans culture.

Les ouvriers offrent leurs services à ceux qui veulent les employer, pour leur nourriture, le logement et de 10 à 12 fr. par an.

Les fermiers qui il y a quelques années étaient à leur aise, parcourent le pays affamés, nus et sans asile, désirant la mort pour terminer leurs maux. Les propriétaires héréditaires du sol sont dépouillés de leurs biens à cause des contributions extraordinaires qu'ils ne sauraient payer. Dans plusieurs paroisses plus du quart des habitants sont déjà morts et ceux qui possèdent encore assez de ressources et quelques forces physiques et morales partent pour l'Amérique.

Cependant, malgré la famine et la grande disette qui règne en Irlande, chaque vaisseau qui quitte les ports de ce malheureux pays est chargé de bœufs et de provisions de tous genres pour l'Angleterre, tandis qu'en revanche les paquebots revenant de la Grande-Bretagne sont encombrés de pauvres qu'on ramène dans leur pays.

Dans les villes on n'entend, depuis le matin jusqu'au soir, que la sonnette du crieur public annonçant la vente de la vache ou des dernières hardes des malheureux qui n'ont pas les moyens de payer leur loyer et les immenses impôts dont ils sont grevés; alors il ne leur reste d'autre ressource que de se mettre sur la liste des pauvres qui ne reçoivent par semaine que sept livres de farine de blé de Turquie d'une qualité très inférieure par homme, et la moitié de cette ration pour les enfants; encore n'ont-ils pas de feu pour l'apprêter.

Ce secours leurs suffit à peine pour la moitié de la semaine, et le reste du temps, c'est un énigme comment ils peuvent se soutenir. Pour obtenir ce léger secours, ils sont souvent obligés de faire six ou sept lieues avec leurs femmes et leurs enfants, malgré l'inclémence du temps, pour prouver leurs besoins.

Quel spectacle que de voir des milliers de ces squelettes pâles, aux yeux creux, aux lèvres livides, couverts de haillons tout trempés par la pluie, aller mendier, comme Lazare, les miettes qui tombent des tables des grands, tandis que les mêmes journaux qui nous rapportent ces nouvelles déchirantes nous font part du bal que la reine Victoria a donné, il y a trois jours, à 1,600 nobles, composés de princes, ducs, marquis, comtes, etc., anglais et étrangers, couverts d'or et de pierreries. Là tout est joie et bonheur, et les cris déchirants des malheureux qui expirent dans les angoisses horribles de la faim ne sauraient troubler les plaisirs riants de ces heureux de la terre.

BELGIQUE.

BRUXELLES, 3 *mai*. — La discussion relative aux sucres a été a ouverte hier à chambre des représentants, par un long discours écrit de M. le ministre des finances. M. le ministre a combattu les proposition de MM. Cools et Mercier; nous n'entrerons pas ici dans l'examen de son discours, nous nous bornerons à dire que nous ne comprenons pas plus que pour le passé la nécessité de réviser la législation sur les sucres, la possibilité de la réviser utilement aujourd'hui. (*L'Emancipation*.)

ESPAGNE.

BARCELONNE, 29 *avril*. — On nous écrit de Vich que les factieux sont entièrement désorganisés et que prochainement il n'en sera plus question. Une troupe de 300 rebelles, que l'on croit être la bande commandée par Sargatal, marchait hier dans la direction des frontières françaises criant qu'on les avait vendus, jetant leurs munitions et brisant leurs fusils. Cette bande marchait sur deux colonnes et l'on croit qu'aujourd'hui elle entrera en France,

Une saisie de quatre-vingt-treize fusils a été faite aux environs de Girone.

Tous les journaux d'Espagne s'occupent beaucoup du manifeste de M. Guizot qui réussit fort peu au-delà des Pyrénées.

NOUVELLES DIVERSES.

Le gouvernement a pensé que l'anniversaire du 4 mai, qui rappelle la proclamation de la République par l'Assemblée nationale, devait être signalé par un grand acte de clémence. Près de trois mille insurgés sont encore dans l'attente d'une mesure qui règle définitivement le mode et les effets de la transportation.

La commission qui a procédé à la révision des dossiers les partage en deux catégories principales. Douze cent vingt-cinq transportés, ceux que leurs antécédents et leur conduite actuelle faisaient considérer comme les plus dangereux, ont été renfermés dans le fort de Belle-Isle-en-Mer.

Quatorze cent neuf, qui paraissaient présenter plus de de garanties, sont restés détenus sur les pontons avec la perspective d'une libération plus prochaine. Sur ce nombre, cent quatre vingt trois, jugés les plus intéressants et les moins rebelles aux principes de l'ordre, ont déjà éprouvé les effets de la clémence du pouvoir.

Quant aux douze cent vingt-huit sur le sort desquels on n'avait pas encore prononcé, M. le président de la République, sur la proposition de M. le ministre de l'intérieur, a décidé aujourd'hui qu'ils seraient rendus à la liberté. Mais la libération d'un si grand nombre de détenus ne peut pas être simultanée; elle se fera successivement de manière à éviter un contact trop soudain entre ceux qui ont attaqué la loi et ceux qui ont combattu pour la défendre.

Il faut encore que tous ces détenus, en rentrant dans la société, y trouvent des moyens d'existence. C'est à résoudre promptement ces difficultés pratiques que l'administration va s'appliquer. (*Moniteur*.)

— Le grand banquet, qui a lieu ce soir à l'Hôtel-de-Ville, dans l'ancienne salle du Trône, aujourd'hui salle de la République, aura lieu à 7 heures. Il est de 180 couverts. Il coûtera 10,000 fr.

—On nous assure que cinq Polonais réfugiés, qui avaient été admis, vu leur état de maladie, à l'hopital militaire de de Metz, ont été invités à en sortir le 1er mai.

(*Républicain de la Meurthe*.)

— Les sapeurs-pompiers de la Chapelle-Saint-Denis ont été licenciés hier en vertu d'un arrêté préfectoral. On ne sait pourquoi.

—M. Dumesnil-Michelet, suppléant de M. Quinet, ouvrira son cours, au Collége de France, lundi 7 mai, à trois heures. Il traitera des arts et de la littérature de l'Italie dans leurs rapports avec les arts de la France.

— Le *Salut public*, de Lyon, a annoncé que M. Proudhon était à Genève. La *Revue de Genève* du 2 mai dément cette nouvelle.

— La répartition du contingent de 80,000 hommes à fournir par la classe de 1848 vient d'être faite. Le département de la Seine, qui comptait 8,135 conscrits au tirage au sort, fournira à l'armée 2.128 hommes.

—Lord Brougham, dans la séance du 30 avril, à la chambre des lords, s'est élevé avec force contre le triumvirat romain auquel il impute la spoliation des musées de Rome, et contre Mazzini qu'il accuse de n'avoir pas empêché le meurtre de M. Rossi. Le noble lord va jusqu'à appeler Mazzini *un ministre de l'assassinat*.

Nous sommes autorisés à déclarer que *pas un musée* de Rome, pas un musée de l'Etat romain n'a été dépouillé de quoi que ce soit; que les objets d'or et d'argent et les cloches pris aux innombrables églises de Rome pour pourvoir à la défense du pays ont été d'abord soumis à une commission spéciale qui avait l'ordre d'épargner tous les objets d'une valeur artis ique quelconque; que rien de précieux sous le rapport de l'art n'a été détourné même dans les établissements purement pontificaux.

Quant à l'accusation portée contre Mazzini, elle est du dernier ridicule; à l'époque du meurtre de M. Rossi, Mazzini se trouvait en Suisse, rétiré chez un ami, et ne prenant aucune part active aux affaires politiques; l'assasinat, fort regrettable sans doute, du diplomate français est un fait personnel, comme tout le monde a dû le reconnaître en Italie, et qui a été accompli sous le ministère dont M. Rossi même avait la présidence, le pape Pie IX siégeant au Vatican. (*Estafette*.)

— Aujourd'hui, à l'Ambigu, solennité théâtrale. Trois pièces nouvelles : *Un Drame de Famille*, cinq actes; *La Part du Roi*, comédie-vaudeville. Décidément l'Ambigu veut avoir le monopole de la vogue et accaparer la foule.

VARIÉTÉS.

FRAGMENT D'UN ÉCRIT INÉDIT DE M. J. RICCIARDI. (1)

Le tableau du gouvernement de Vienne, que nous avons voulu retracer, ne serait pas complet, si nous ne faisions pas mention de son système essentiellement inquisiteur et froidement cruel qui le caractérisa, de tout temps, dans les poursuites des crimes politiques. Nous donnerons à ce propos la substance d'une longue lettre que nous écrivait d'Amérique, en 1847, M. Foresti, l'un des plus nobles patriotes des provinces lombardo-vénitiennes. Martyr de l'Autriche durant dix-sept ans environ, M. Foresti en passa près de quatorze au Spielberg. (2)

J'entrai dans la charbonnerie en 1817; je fus initié à ses mystères par Solera. La société n'ayant que peu de prosélytes dans la province de Rovigo, dans la circonscription de laquelle j'étais *prêteur* (3), je fus admis d'emblée et dès le premier jour à tous les grades. Mon zèle répondit bientôt à la confiance que l'on avait placée en moi. Avant la fin de l'automne de l'année 1818, j'avais déjà organisé un centre carbonique à Rovigo, ainsi que des *ventes* inférieures à Crespino, lieu de ma résidence, à Polesella, et dans la commune de Fratta. J'avais réuni en même temps les éléments nécessaires pour établir d'autres centres dans la province de Padoue.

La charbonnerie se recrutait à cette époque presque uniquement dans les classes supérieures, mais surtout parmi les officiers du royaume d'Italie; on comptait ces derniers par milliers, et ils étaient, à coup sûr, les plus propres à servir les desseins de la secte, et par leur valeur audacieuse, et par leur haine profonde contre l'Autriche. Pour que les secrets de la société fussent mieux gardés, on établit un ordre supérieur, dont les membres prirent le nom de Guelphes. Leur siége principal était à Bologne, d'où ils correspondaient avec les Adelphes du Piémont et des duchés

(1) Ce fragment est extrait d'un grand ouvrage sur l'Italie que notre collaborateur et ami J. Ricciardi publiera prochainement.

(2) M. Foresti, ainsi qu'on le verra, renchérit encore sur les Mémoires de Sylvio Pellico annotés par Maroncelli, et sur ceux d'Andryane, intitulés : *Mémoires d'un prisonnier d'Etat*.

(3) Le juge de paix s'appelle ainsi dans les provinces vénitiennes.

de Parme et de Modène, et avec les Fédéraux de Lombardie, sociétés qui avaient aussi pour triple but l'indépendance, l'unité nationale et la liberté. On n'était partagé qu'au sujet de la forme de gouvernement à établir. Beaucoup étaient partisans de la monarchie tempérée, mais le plus grand nombre penchait vers la démocratie.

Au mois de novembre 1818, les menées du carbonarisme furent découvertes tout à coup dans ma province. Voici comment : La femme de l'ancien général de division, Arnaud, italienne de naissance et d'une nature énergique, était arrivée de Paris avec mission de procurer des adeptes à la société de L'ÉPINGLE NOIRE qui, assure-t-on, avait pour but de placer sur le trône de France le duc de Reichstadt. Un jour elle réunit chez elle dans un dîner à Crespino le capitaine Monti, Antoine Villa, l'avocat Passerini, le comte Camerata d'Ancône, le prêtre Fortini et Dolfin, praticien de Venise. Des propos imprudents furent tenus pendant le repas et des toasts politiques furent portés au dessert.

Malheureusement la police autrichienne avait su pénétrer dans la maison, en corrompant à prix d'or le neveu même de madame Arnaud. Aussi, deux jours après, cette dame, son mari, leur fils, âgé seulement de quatorze ans, ainsi que tous les convives, étaient arrêtés, conduits à Venise, et emprisonnés séparément. Quelques mois après, la plupart des prisonniers étaient élargis faute de preuves. Mais Villa, effrayé des menaces du juge instructeur, et cédant aux tortures morales dont la police impériale a si bien le secret, avait avoué ce qui le concernait, et accusé de plus le malheureux Fortini et moi. Villa était chef de vente dans la commune de Fratta, dont Fortini était le desservant. Une nuit, il fait venir chez lui le prêtre, qui n'était que simple apprenti, pour lui faire subir les épreuves que la société impose aux nouveaux affiliés.

Fortini était à peine dans l'antichambre, que des carbonari, armés de poignards, et recouverts de capuchons noirs, s'emparent de lui et le traînent dans une salle faiblement éclairée. Là, Antoine Villa, caché lui aussi sous un long voile, dit à Fortini, d'une voix creuse : « Tu es condamé à mourir pour avoir trahi les secrets de la secte. » Le pauvre prêtre prenant la chose au sérieux, proteste, en tremblant, de son innocence. Enfin Villa, après l'avoir admonesté sévèrement, lui dit qu'on lui pardonnera, mais à condition qu'il donnera une preuve de son dévoûment à la société, en signant un écrit ainsi conçu : « Pour prouver mon aveu-
» gle obéissance aux lois de la charbonnerie, je déclare ab
» jurer à jamais la religion catholique, au clergé de la-
» quelle j'appartiens. »

Il est facile d'imaginer l'horreur dont fut saisi le malheureux prêtre; mais les poignards des carbonari étaient suspendus sur sa tête, et des menaces de mort résonnaient à ses oreilles. Aussi, après avoir donné les marques du plus profond désespoir, il finit par signer. Or, le croirait-on, le misérable Villa ne craignit pas d'accuser Fortini d'impiété, et, plus tard, bien que l'instruction eût prouvé jusqu'à la dernière évidence que l'infortuné prêtre n'avait signé la fatale déclaration que contraint par la peur, il fut condamné à la peine capitale, commuée en quinze ans de *carcere duro !* Encore, avant de partir pour le Spielberg, fut il soumis à la dégradation ecclésiastique, la peine la plus terrible que puisse subir un prêtre sincère dans sa foi, tel que l'était Fortini. (1)

L'Autriche, en agissant ainsi à l'égard de Fortini, visait à prouver que la charbonnerie n'était qu'un foyer d'impiété. Villa dénonça encore le comte Oroboni, qui, lui, avait commis l'imprudence de lui faire part du lieu où il avait enfoui les papiers les plus compromettants. Oroboni paya sa faute, d'abord par sa condamnation à la peine capitale, ensuite par sa mort au Spielberg. Il est à remarquer que, d'après l'article 52 du Code pénal autrichien, sont passibles du dernier supplice ceux-là seulement qui tombent dans le crime de haute trahison. Or, le procès intenté aux carbonari avait démontré que les apprentis ne connaissaient pas les secrets de la société, et le tribunal lui-même avait déclaré les bons cousins apprentis coupables seulement de transgression politique, ce qui aurait dû ne les faire condamner qu'à de simples peines correctionnelles. Cependant Fortini, Oroboni et d'autres encore furent condamnés à la peine de mort, commuée par l'empereur, pour les uns à 20 ans, pour les autres à 15, de *carcere duro*.

» Je fus arrêté le 7 janvier 1819. Enfermé à Venise dans *les plombs*, j'étais traité avec la plus grande rigueur. J'avais malheureusement oublié de détruire un document très dangereux, appelé : *Constitution latine*, véritable plan de la conspiration, en cinquante articles ; arrêté pendant l'hiver de 1817 à 1818 par le comité central de Bologne. Je ne m'en souvins que dans l'isolement de la prison; et, depuis ce moment-là, je vécus dans une mortelle inquiétude. Ces papiers étaient cachés chez une dame; mais le moindre hasard pouvait les faire découvrir. Quarante jours se passèrent sans que je fusse interrogé. Enfin, je suis appelé devant le commissaire de Police Lancetti, celui-là même qui avait présidé à mon arrestation. Menaces, injures, questions insidieuses, cajoleries, tous les moyens sont employés tour à tour pour me forcer à parler, et l'on va jusqu'à me promettre l'impunité. Je nie avec fermeté; mais, dans l'intérêt même de ma défense, j'affirme que la charbonnerie dans ma province est plutôt une institution destinée à répandre les idées libérales qu'un instrument révolutionnaire.

Malheureusement la *constitution latine*, que la police ne tarda pas à découvrir, fournit une arme terrible contre moi. J'avais été transporté des *plombs* à l'île Saint-Michel, où se trouvaient les autres prisonniers. Ayant gagné la plupart de mes gardiens, et communiquant à travers la muraille avec mes voisins captifs, j'étais parvenu à me mettre d'accord avec eux sur la manière de répondre aux interrogatoires de la commission. Mais parmi eux il y avait Solera, que le fameux inquisiteur Salvotti avait su séduire, et qui révéla aussi bien ce qu'il savait de la conspiration que les intelligences pratiquées par moi dans la prison. Après avoir été traité par Salvotti de la manière la plus dure, je fus enlevé pendant la nuit et transporté de nouveau dans les *plombs*.

Dans les cellules contiguës à la mienne, on eut soin de placer des mouchards qui jouaient le rôle de prisonniers. Heureusement, ils firent si mal leur métier, que je pus déjouer leur manège. Leur conversation me servit toutefois à apprendre que les gardiens gagnés par moi avaient été arrêtés, et que quelques-uns des co-prévenus, qui avaient rétracté leurs déclarations, venaient de les renouveler. Ma position devenait de plus en plus grave. Un jour, appelé devant la commission, je vois briller une joie insolite dans les yeux des juges et surtout de Salvotti, qui, après une longue suite de demandes captieuses, auxquelles j'oppose de constants dénis, extrait tout-à-coup un papier du tiroir de la table et me le place sous les yeux. C'était la fatale constitution latine, qui pour surcroit de malheurs portait ma signature.

— « Maintenant, s'écria Salvotti d'un air triomphant,

(1) Cette humiliante cérémonie est décrite en détail par Andryane. Elle consiste à dépouiller le condamné de ses ornements sacerdotaux, et à lui gratter avec un morceau de verre la partie tonsurée de la tête, ainsi que le bout des doigts qui ont touché l'hostie.

» aurez-vous encore l'effronterie de nier les plans de la
» secte et votre participation à ses projets ? »

Ce fut pour moi un coup de foudre; néanmoins, je dissimulai de mon mieux ce qui se passait en moi, et je répondis avec une certaine assurance que je n'avais eu aucune part à la rédaction de l'acte en question.

— « Menteur impudent ! » reprit Salvotti d'une voix tonnante.

Puis, vomissant contre moi un torrent d'injures, il me congédia par ces mots :

« *Ce document est plus que suffisant* pour vous faire con-
» damner à la peine capitale. »

Je sentis que j'étais un homme perdu...

» Quelques jours après, on entre soudainement dans ma prison, où jétais enfermé avec Armari, un des prévenus, et sans me permettre de lui faire mes adieux, ni de prendre mes effets, on me transfère dans l'un des cachots de l'ancienne inquisition vénitienne. Je crus que mon arrêt de mort avait été prononcé, et, décidé dès lors à me soustraire à l'échafaud et surtout à l'exposition publique, que j'envisageais avec horreur, j'arrêtai de me tuer. Pendant mon séjour à Saint-Michel, j'avais pu me procurer un canif, que j'avais caché dans le collet de mon habit. Il était minuit lorsque je m'apprêtai à accomplir mon sinistre dessein. L'heure sonnait à Saint-Marc, et ce son, retentissant d'une manière encore plus lugubre dans l'isolement de ma prison, vint réveiller en moi mille pensées. Si près de quitter la vie, je ne pus m'empêcher, par un retour sur le passé, de songer à tout ce que j'allais laisser de cher sur la terre, à mes parents bien-aimés, à mes amis, à ma douce fiancée... A cette dernière image, je m'attendris, je pleurai à chaud de larmes, j'éprouvai même un moment de désespoir indicible.

Ma résolution, néanmoins, était bien arrêtée. Je tire mon canif, je me place sur le iit, et, écartant ma chemise, j'enfonce le canif ans le sternum. Le sang jaillit en abondance, je sens une certaine douleur, puis ma respiration devient difficile, et, me croyant près d'expirer, j'en ressens une joie sauvage. Mais, en retirant le canif de la blessure, je m'aperçois que la pointe est restée dans la plaie. Pour en finir plus tôt avec la vie, je me lève, je saisis une bouteille restée vide sur la table, je la brise et j'en avale avidement les morceaux. Non content de cela, je commence à labourer les veines de mon bras gauche avec des éclats de verre. Cependant la grande quantité de sang que j'avais perdue m'avait considérablement affaibli, Je suis donc forcé de me replacer sur le lit. Là, tombé dans un abattement profond, je presse instinctivement ma blessure, d'abord avec mon mouchoir, ensuite avec le drap de mon lit, et, chose étrange, je tombe dans un sommeil léthargique.

Au point du jour, une main vigoureuse me secoue tout à coup, et une voix forte m'ordonne de me lever sur le champ. C'était le gardien qui venait me chercher pour me conduire auprès du sénateur Mazetti, envoyé de Vienne pour interroger les prisonniers politiques. L'obscurité presque complète de la cellule ne permet pas au geôlier de s'apercevoir de l'état où je suis. Je m'habille à la hâte, et je me dispose à sortir, lorsqu'on m'arrête pour me mettre les menottes. Cela fait, je traverse le fameux pont des Soupirs, pour me rendre dans une salle du palais des Doges, où m'attendait le personnage que j'ai nommé. J'entrais à peine, lorsque le greffier, qui était à ses côtés, s'écrie : Ciel ! que vous est-il donc arrivé? M. Foresti, vous êtes couvert de sang. » A ces mots, Mazzetti fait appeler le médecin de la prison, et en attendant il m'interroge avec un air de bonté sur ma triste situation.

Je réponds par l'avœu de mes projets, et je me laisse aller à une diatribe des plus violentes contre le gouvernement autrichien. Sur ces entrefaites, entre le médecin qui, après avoir examiné et pansé mes blessures, déclare qu'elles n'ont rien de trop grave, mais que, relativement aux éclats de verre avalés, le danger ne cesserait que lorsque le corps les aurait rejetés. Je suis ramené à la prison, avec défense presse aux gardiens de me fournir des couteaux, des fourchettes, des bouteilles, et ordre de ne pas me quitter d'une minute. Au bout de quelques semaines, ma constitution robuste et les soins assidus du médecin me firent, malgré des souffrances assez vives, surmonter tout danger. Mais, si les tortures physiques finissaient, les tortures morales devaient commencer.

Le sénateur Mazzetti me communiqua un rescrit de l'empereur, par lequel la peine de mort à l'égard de presque tous les condamnés était commuée en quinze ou vingt ans de *carcere duro*; mais il ordonnait l'exécution de la sentence, quant à Solera, à Minari et à moi, *à moins que nous n'eussions des révélations à faire*. Dans ce dernier cas, ajoutait-ont, la peine capitale serait changée pour nous en vingt ans au Spielberg. « Il dépend donc de vous, M. Foresti, disait Mazzetti, en vous montrant sincère et en témoignant ainsi de votre repentir, de mériter, la clémence de Sa Majesté. » Cela voulait dire que j'aurais pu éviter la mort au prix de l'infamie, récompensée ensuite par vingt ans de *carcero duro*. On devinera facilement ma réponse.

(*La suite prochainement*.)

LE RÉDACTEUR-GÉRANT,
EUGENE CARPENTIER.

SPECTACLES DU 5 MAI 1849.

THÉATRE DE LA NATION. — Le Prophète.
THÉATRE-FRANÇAIS. — Adrienne Lecouvreur.
OPÉRA-COMIQUE. — Les Monténégrins.
SECOND THÉATRE-FRANÇAIS. — La Famille.
THÉATRE-HISTORIQUE.—La Jeunesse des Mousquetaires.
GYMNASE. — L'Hurluberlu, Premières amours, le Bouquet de violettes.
VARIÉTÉS. — Jobin et Nanette, l'Habit vert, les Beautés, Mme Larifla.
VAUDEVILLE. — Les Prétendans, J'attends un omnibus, Riche d'amour, 2e numéro de la Foire.
THÉATRE MONTANSIER. — Trompe la balle, l'Omelette, les femmes saucialistes, Chansonnettes, E. H.
PORTE SAINT-MARTIN. —
AMBIGU. — 1re repr. Un drame de Famille.
GAITÉ. — La Nonne sanglante, le Pacte de Famine.
THÉATRE-NATIONAL.—
FOLIES-DRAMATIQUES. — Les Prodigalités de Bernerette, le Gibier, Mathieu, le Mobilier de Bamboche.
DÉLASSEMENTS-COMIQUES. — Culottes et Cotillons, le Père Marcel, Ce qui aux grisettes, C'est ici qu'on ressuscite.
THÉATRE-CHOISEUL. — L'Anguille de Melun, Arlequin et Colombine, les Deux Mousquetaires, Saltimbanques.
CIRQUE-NATIONAL—Champs-Elysées.—Ouverture, à 8 heures Soirée équestre.
THÉATRE DE LUXEMBOURG.—Mariage d'amour, la Californie.
SALLE VALENTINO, rue Saint-Honoré, 369.—Soirées dansantes, les mardis, samedis et dimanches.
CASINO DES ARTS. — Boulevard Montmartre, 12. Tous les soirs à sept heures grand concert. Prix, 1 fr.
SPECTACLES-CONCERTS.—Tableaux vivants.
DIORAMA (Bazar Bonne Nouvelle). — Vue de l'Eglise Saint-Marc.
PANORAMA.—Champs-Elysées.—Bataille d'Eylau.
JARDIN-D'HIVER—Champs-Elysées. — Promenades de jour, Marché aux Fleurs permanent, Cabinet de lecture gratuit. Salle d'exposition.—Prix : 1 fr.
CLOSERIE DES LILAS. —Bals les Dimanche, Lundi et Jendi.

Imprimerie de NAPOLÉON CHAIX et Ce.